

## Evaluation des systèmes judiciaires (2018 - 2020)



RU-Angleterre et Pays de Galles

Generated on : 24/09/2020 15:48

**Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)**

**Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019**

### **Objectif :**

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31<sup>ème</sup> réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

### **Instruction :**

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

## **1. Informations générales et financières**

### **1.1. Données démographiques et économiques**

#### **1.1.1. Habitants et informations économiques**



**001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)**

[ 59 115 809 ]

Commentaires ONS Mid-Year Population Estimates 2018

England = 55,977,178

Wales = 3,138,631

<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/populationestimates/bulletins/annualmidyearpopulationestimates/mid2018>

## 002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

|                                                                                                         | Montant                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Niveau national ou fédéral                                                                              | <input checked="" type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP       |
| Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales) | 599 313 190 000<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |

Commentaires Country and Regional Analysis, 2018, HM Treasury

Table A1 in main document

<https://www.gov.uk/government/statistics/country-and-regional-analysis-2018>

England = £505032000000

Wales = £32492000000

Figure converted using Bank Of England Dec 2018 rate = 0.8969. It has been rounded to the nearest thousand.

## 003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[ 30 840 ]

Commentaires 2017 figure. 2018 GVA data not published yet.

GVA Bulletin

<https://www.ons.gov.uk/economy/grossvalueaddedgva/bulletins/regionalgrossvalueaddedbalanceduk/1998to2017>

## 004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[ 33 620 ]

☐ ] NA

Commentaires Annual Pay- Gross 2018 (table 8.7a - mean annual income England and Wales)

<https://www.ons.gov.uk/employmentandlabourmarket/peopleinwork/earningsandworkinghours/datasets/placeofresidencebylocalauthorityashtable8>

## 005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[ 0.8969 ]

Autorisation de décimales : 5

☐ ] NAP

Commentaires Bank of England spot rate on December 31st 2018

<http://www.bankofengland.co.uk/boeapps/iadb/Rates.asp?TD=31&TM=Dec&TY=2018&into=EUR&rateview=D>

**A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :**



### 1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

|                                                                                                                           | Budget approuvé (en €)             | Budget exécuté (en €)              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| <b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b> | 2 264 262 427<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 092 880 691<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>                                                                | 1 166 282 451<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 176 454 272<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation</b>                                                                 | 149 874 915<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 147 411 333<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>                       | 67 474 052<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 73 959 743<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>                 | 372 521 501<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 380 042 994<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>                                | 197 669 752<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 1 987 147<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>                                                                      | 2 954 998<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 6 071 481<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>7. Autres (veuillez préciser)</b>                                                                                      | 307 484 759<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 306 953 720<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Regarding the increase of implemented budget for training, it can be explained by the court change programme, which is an agile reform programme, and which was in its early stages in 2016/17. Training becomes a requirement as projects reach go-live or programme deliverables are implemented; (this could be training on a new system/process, or new staff are brought in to deliver set up of new sites (CTSCs etc) and so it's logical these costs would be incurred in the later years of the reform programme. Regarding the decrease in the budgets allocated to investments in new court buildings, it reflects the property transformation linked to the reform programme. Total Budget figure quoted is the delegated gross resource budget and includes the voted funding plus non voted Higher Judicial Salaries . The "Other" category above includes general office expenditure (stationery, postage, etc), utilisation of provisions and depreciation. The implemented budget align with the Annual accounts.  
Converted to euros using Dec 2018 bank of england rate (0.8969)

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :**

|                                                                                                | Budget approuvé (en €)                                                 | Budget exécuté (en €)                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public                      | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire                      | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

**008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :**

|                             | Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ? |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| en matière pénale           | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non                           |
| en matière autre que pénale | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non                           |

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : The Civil and Family Courts are, in the main, self-funding with most of the cost funded by court fees. To the extent that the cost is not covered by fees it is met by the general taxpayer as part of the resource budget of the Ministry of Justice. The objective each year is to recover the total cost, not counting the cost of providing fee remissions (waivers) - in other words the target was 'full-cost pricing', rather than 'full-cost recovery'. Court fees must comply with the general policy principles that apply to all services where Government charges fees authorised by Parliament. Key amongst these, is that fees should not exceed the total cost of providing the service. Generally, fees should be set at levels which, on average, if charged in every case rather than waived, would recover the full cost of providing the service - fees cannot be set to make a profit. Some enhanced fees, which exceed cost of proceedings, have now been introduced to reduce further the cost to the taxpayer of operating the courts system. Tribunal business fees are in place for various tribunals, including Immigration and Asylum and some smaller special tribunals, the intention is not to recover the full cost, but for users to contribute towards the cost of the service they receive. Rises in IAC First Tier fees, introduced October 10th 2016, were reversed the next month following legal counsel and following a Supreme Court judgement HMCTS no longer charge for fees in Employment Tribunals with fee refunds being offered to customers who originally paid a fee for an employment tribunal. As with civil and family court fees remissions are available and the remainder of the cost is met by the taxpayer. The fundamental principle in setting fees and charges, including to other government departments, is a) to promote efficient allocation of resources so that those who consume the services are encouraged to use them efficiently, and b) to maintain the link between costs and benefits, thus improving decision-making and accountability. The remission system ensures that access to justice is protected for individuals who are less well-off and allows people on low incomes to access HMCTS services free of charge or at a reduced rate, depending on their eligibility. It is central to the policy of full-cost pricing that this system achieves its purpose. The remission system is targeted to only those who cannot afford to pay a fee, and those who can afford to pay all or part of a fee, do. The system has three elements: an automatic full fee remission for those in receipt of a qualifying benefit, a full fee remission for those whose gross annual income is calculated to be lower than the stated thresholds and a full or part fee remission based on an income and expenditure means test to calculate monthly disposable income. Since October 2015 users have been able to apply for help with their civil

court and tribunal fees through Help with Fees. In July 2016, a new online service was launched which allows the public to apply for fees digitally and provides an end-to-end service incorporating swift eligibility checks with the Department for Work and Pensions. Our Reform programme continues to offer more digitised fee transaction processing with Divorce, Probate and Civil Money Claims being added to the digital service offerings

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- HMCTS set fees to achieve 100% cost recovery in civil and family.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d’une créance d’un montant de 3000€ :

[ 117 ]  
[ ] NA  
[ ] NAP

Commentaires The fee for starting proceedings to recover a sum of money where the sum claimed exceeds £1,500 (€1,672) but does not exceed £3,000 (€3,345); is - through our County Court Business Centre or Money Claim online approximately £105 (€117); otherwise through a court £115 (€128).  
Converted to euros using Dec 2018 bank of england rate (0.8969).

009. Montant annuel des taxes perçues par l’Etat (en €) :

[ 773 025 000 ]  
[ ] NA  
[ ] NAP

Commentaires Rounded to nearest 1,000. Converted to euros using Dec 2018 bank of england rate (0.8969).

012. Budget public annuel approuvé alloué à l’aide judiciaire, en €.

|                                                                                                                | TOTAL                              | Affaires pénales                 | Affaires autres que pénales      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l’aide judiciaire (12.1 + 12.2)                                 | 1 811 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 918 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 893 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)                        | [ X ] NA<br>[ ] NAP                | [ X ] NA<br>[ ] NAP              | [ X ] NA<br>[ ] NAP              |
| 12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques) | [ X ] NA<br>[ ] NAP                | [ X ] NA<br>[ ] NAP              | [ X ] NA<br>[ ] NAP              |

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l’aide judiciaire, en €.

| TOTAL | Affaires pénales | Affaires autres que pénales |
|-------|------------------|-----------------------------|
|-------|------------------|-----------------------------|

|                                                                                                                          |                                    |                                  |                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>                                 | 1 848 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 980 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 815 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>                         | 1 508 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 831 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 677 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques )</b> | 267 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 159 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 108 000 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In relation to the 'approved' budget, the Government has specified the areas of law that are in scope of legal aid and the criteria on which that funding is to be made available. Following from this, demand for those areas of law is then the most important driver of the amount spent on legal aid in individual years.

Expenditure on legal aid is measured differently for different purposes. A measure that is best for analysing the costs of different services, for example, may not be practical for managing budgets or payments. The three most often-used measures are:

- Closed-case expenditure, which is the measure used for expenditure figures throughout the legal aid statistics. It represents the total value of payments made to legal aid providers in relation to pieces of work that are completed in the period. This basis is comparable to volumes of completed work to which it relates, and to the same fine level of detail. This does not include income received or expenditure in relation to debt write-offs.
- The government budgeting measure known as RDEL (Resource Departmental Expenditure Limits) is the main measure used by government to control current spending, both to set budgets for future years and report on how much has been spent. It represents the value of work carried out in the period better than the closed-case measure but cannot be broken down to such a fine level of detail. This measure does incorporate income and expenditure in relation to debt.

The closed-case figures provided exclude Central Funds - an area of around £50m expenditure in 2018-19 which encompasses arrangements to meet costs in a variety of scenarios that are not covered by the main criminal legal aid schemes. This is because it is not clear in which category they belong. They are included in the RDEL figures provided, within the criminal categories.

### 013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

|                                                                                   | Budget approuvé (en €)           | Budget exécuté (en €)            |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)</b> | 588 699 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 571 468 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public</b>        | [ ] NA<br>[ X ] NAP              | 3 369 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Converted using Bank of England Dec 2018 rate = 0.8969. Rounded to nearest thousand. The figure under 'Implemented Budget' (above) does not include other income the CPS receives and so is net operating expenditure. Accordingly, the figure under Approved Budget does not include Annually managed expenditure (AME) that sits outside the Departmental Expenditure Limit (DEL).

### 014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

|                                            |                                                     |                                                      |                                                          |
|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Préparation du budget global des tribunaux | Adoption/approbation du budget global des tribunaux | Gestion et répartition du budget entre les tribunaux | Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national |
|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|

|                                             |                                 |                                 |                                 |                                 |
|---------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Ministère de la Justice</b>              | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Autre ministère</b>                      | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP |
| <b>Parlement</b>                            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Cour Suprême</b>                         | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Tribunaux</b>                            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Organisme d'inspection</b>               | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Autre</b>                                | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

## 014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

|                                            | <b>Préparation du budget</b> | <b>Arbitrage et répartition du budget</b> | <b>Gestion quotidienne du budget</b> | <b>Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget</b> |
|--------------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <b>Conseil d'administration</b>            | ( ) Oui<br>( X ) Non         | ( X ) Oui<br>( ) Non                      | ( ) Oui<br>( X ) Non                 | ( ) Oui<br>( X ) Non                                     |
| <b>Président du tribunal</b>               | ( ) Oui<br>( X ) Non         | ( ) Oui<br>( X ) Non                      | ( ) Oui<br>( X ) Non                 | ( ) Oui<br>( X ) Non                                     |
| <b>Directeur administratif du tribunal</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non         | ( ) Oui<br>( X ) Non                      | ( ) Oui<br>( X ) Non                 | ( ) Oui<br>( X ) Non                                     |
| <b>Greffier en chef</b>                    | ( ) Oui<br>( X ) Non         | ( ) Oui<br>( X ) Non                      | ( ) Oui<br>( X ) Non                 | ( ) Oui<br>( X ) Non                                     |
| <b>Autre</b>                               | ( X ) Oui<br>( ) Non         | ( X ) Oui<br>( ) Non                      | ( X ) Oui<br>( ) Non                 | ( X ) Oui<br>( ) Non                                     |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Budgets are prepared and managed by the Finance teams.

## A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : For 6: Internal Budget Category

For 12: <https://www.parliament.uk/documents/commons-committees/Justice/estimates-memoranda/MoJ-Estimates-2019-20.pdf>

For 12.1.0 figures are based on the government budgeting measure known as RDEL

For 12.1.1 and 12.1.2 figures are based on closed-case expenditure - Source is Legal aid statistics Eng & Wales, table numbers as follows:

Court: Crime lower: court rep (2.2), Crime higher: courts (4.1), Civil Rep: closed case (6.5 + 6.7)

Non-Court: Crime Lower: prison law (2.2), Civil: legal help and CLR\* (5.3) & mediation (7.1 + 7.2)

\*Although not in a court, CLR figures cover proceedings in the Mental Health and Immigration and Asylum jurisdictions of the First-Tier Tribunal and Immigration and Asylum Chamber of the Upper Tribunal.

For 13:The CPS Annual Report and Accounts 2018/19:

<https://www.cps.gov.uk/publication/cps-annual-report-2018-19> (web page)

<https://www.cps.gov.uk/sites/default/files/documents/publications/CPS-Annual-Report-and-Accounts-2018-19.pdf> (document pdf)

### 1.1.3.Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

**015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :**

|                                                                             | Budget approuvé (en €)              | Budget exécuté (en €)              |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €</b> | 10 354 055 079<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 9 542 397 146<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Converted to Euros using Bank of England exchange rate from Dec 2018 - 0.8969

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

|                                                 | Inclus | Non inclus | N'existe pas (NAP) |
|-------------------------------------------------|--------|------------|--------------------|
| <b>Tribunaux (voir question 6 ou 7)</b>         | ( X )  | ( )        | ( )                |
| <b>Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)</b>   | ( X )  | ( )        | ( )                |
| <b>Ministère public (voir question 13 ou 7)</b> | ( )    | ( X )      | ( )                |

### 015-3. Autres éléments budgétaires

|                              | Inclus | Non inclus | N'existe pas (NAP) |
|------------------------------|--------|------------|--------------------|
| <b>Système pénitentiaire</b> | ( X )  | ( )        | ( )                |
| <b>Service de probation</b>  | ( X )  | ( )        | ( )                |

|                                                                             |       |       |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-----|
| Conseil supérieur de la magistrature                                        | ( )   | ( X ) | ( ) |
| Cour constitutionnelle                                                      | ( )   | ( X ) | ( ) |
| Service de gestion du système judiciaire                                    | ( X ) | ( )   | ( ) |
| Service de l'avocat d'Etat                                                  | ( )   | ( X ) | ( ) |
| Service de l'exécution                                                      | ( X ) | ( )   | ( ) |
| Notariat                                                                    | ( )   | ( X ) | ( ) |
| Service d'expertise légale                                                  | ( )   | ( X ) | ( ) |
| Protection judiciaire de la jeunesse                                        | ( X ) | ( )   | ( ) |
| Fonctionnement du ministère de la Justice                                   | ( X ) | ( )   | ( ) |
| Services des demandeurs d'asile et réfugiés                                 | ( )   | ( X ) | ( ) |
| Service d'immigration                                                       | ( )   | ( X ) | ( ) |
| Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus) | ( X ) | ( )   | ( ) |
| Autres                                                                      | ( X ) | ( )   | ( ) |

Si « autres », veuillez préciser : 'Total budget also includes funding to the following Departmental entities, amongst others, providing/dealing with justice related services:

\* Advisory Committees on Justices of the Peace

\* Children and Family Court Advisory and Support Service

\* Criminal Cases Review Commission

\* Criminal Injuries Compensation Authority

\* HM Inspectorate of Prisons

\* HM Inspectorate of Probation

\* Independent Advisory Panel on Deaths in Custody

\* Government Facility Services Limited

\* Judicial Appointments Commission \* Legal Services Board \* Office for Legal Complaints \* Official Sol

icitor and Public Trustee

\* Parole Board

\* Prisons and Probation Ombudsman

\* Public Guardian

\* Tribunals

\* Youth Justice Board

Note: Refugees and asylum seekers is not included, however we do run the relevant tribunals.

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : '15.1

<https://www.gov.uk/government/publications/ministry-of-justice-annual-report-and-accounts-2018-to-2019>

Budget figure is the Total Estimate figure, which includes budget approved by Parliamentary vote, and budget approved by other

measures.

15.2

Source: <https://www.gov.uk/government/organisations>

15.3

Source: <https://www.gov.uk/government/organisations>

- \* On 'Constitutional court', the Supreme Court of the United Kingdom is not part of the Ministry of Justice
- \* The element 'Functioning of the Ministry of Justice' includes budget of HQ and 37 supporting agencies and public bodies
- \* On 'Refugees and asylum seekers services', the Ministry of Justice is only responsible for tribunals, and not the wider immigration service, which is the domain of the Home Office
- \* The elements listed under 'Other' include Department's Agencies and Entities in the Departmental Group, including Executive Non-Departmental Public Bodies
- \* The total budget figure if converted into Euros at 2018-19 rates cannot be compared with the figures of 2017-18 in Euros
- \* 'Some police services' includes transferring prisoners etc.

## 2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2.1. Aide judiciaire

#### 2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

|                                                      | Affaires pénales                          | Affaires autres que pénales               |
|------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Représentation devant les tribunaux                  | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Conseil juridique, ADR et autres services juridiques | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- The provision of legal aid can be broken down into two main justice areas, criminal and civil. Criminal legal aid mainly includes work carried out in police stations and in criminal courts in relation to people being investigated or charged with criminal offences. Civil legal aid includes work relating to disputes between the state and individuals, such as care proceedings, asylum claims and judicial reviews. It can be split by area of law, and into the categories legal help, controlled legal representation and civil representation.

017. L’aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l’exonération des frais de justice ?

- ( X ) Oui
- (   ) Non
- [   ] NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l’aide judiciaire pour des frais relatifs à l’exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d’un agent d’exécution) ?

- (   ) Oui
- ( X ) Non
- [   ] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L’aide judiciaire peut-elle être allouée pour d’autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d’un conseiller technique ou expert, honoraires d’autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

|                                                     | Affaires pénales                                | Affaires autres que pénales                     |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais | ( X ) Oui<br>(   ) Non<br>[   ] NA<br>[   ] NAP | ( X ) Oui<br>(   ) Non<br>[   ] NA<br>[   ] NAP |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : For example, travel costs and expert fees.

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l’aide judiciaire :

|                             | Total                              | Affaires portées devant les tribunaux | Affaires non portées devant les tribunaux |
|-----------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|
| TOTAL                       | 1 255 697<br>[   ] NA<br>[   ] NAP | 484 780<br>[   ] NA<br>[   ] NAP      | 770 917<br>[   ] NA<br>[   ] NAP          |
| En matière pénale           | 1 000 144<br>[   ] NA<br>[   ] NAP | 375 949<br>[   ] NA<br>[   ] NAP      | 624 195<br>[   ] NA<br>[   ] NAP          |
| En matière autre que pénale | 255 553<br>[   ] NA<br>[   ] NAP   | 108 831<br>[   ] NA<br>[   ] NAP      | 146 722<br>[   ] NA<br>[   ] NAP          |

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

021. En matière pénale, les personnes n’ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l’assistance gratuite (ou financée par un budget public) d’un avocat?

Assistance gratuite d’un avocat

|                                 |                      |
|---------------------------------|----------------------|
| <b>Personnes mises en cause</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Victimes</b>                 | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## 022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

|                                 | libre choix de l'avocat         |
|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Personnes mises en cause</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Victimes</b>                 | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP |

Commentaires

## 023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Please note: the figures provided above refer to a range of thresholds that are dependent on case and a full means test. Therefore they represent a large oversimplification. The means test for Crime and Prison Law Advice and Assistance is determined by the Provider using the thresholds set out in Regulations but summarised at the link provided above. Criminal figure above for household disposable income. In the Crown Court those with disposable income above that threshold, but below £37,500, receive legal aid but have to pay a contribution from income.

For non-criminal cases, the means test is also determined in accordance with the legal aid regulations but is summarised at the link above. As with criminal cases, the annual income and assets values do not necessarily relate to just "one person". Instead, the resources of an individual's partner will be included within the individual's disposable income and disposable capital unless they have a contrary interest in the proceedings. They are therefore also household values. The assets of other individuals may also be included (e.g. anyone substantially maintaining the individual). There are thresholds of £12,475, £22,325 and £37,500 (depending on the type of case and full means test (dependants etc.))

The £31,884 annual income value is gross household income. If income is within this limit there are further requirements on disposable income that must be met before either "full legal aid" or "partial legal aid" can be provided. The upper threshold is a disposable income level of no more than £733 per calendar month.

In terms of "full legal aid", the maximum annual assets value of £3,000 only applies to "civil representation". "Legal help and CLR" are only provided on a "full legal aid" basis. Thus, legal aid will be available without contributions where gross income is no more than £31,884, disposable income is no more than £733 pcm, and disposable capital is no more than £8,000 (except certain immigration cases where the limit is £3,000)

In terms of "partial legal aid", where an individual applying for "civil representation" has between £316 and £733 monthly disposable income and/or between £3,000 and £8,000 disposable capital they are still eligible to receive legal aid but may be required to make a "contribution" to the costs of their case on a one-off or monthly basis.

## 023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

|                                                                 |                                                                          |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>Montant du revenu annuel<br/>(pour une personne), (en €)</b> | <b>Valeur des biens<br/>(patrimoine) (pour une<br/>personne), (en €)</b> |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|

|                                                                             |                             |                            |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale            | 13 909<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP        |
| Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale  | 35 549<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 3 345<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale           | 13 909<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP        |
| Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale | 31 884<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 8 920<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : There are different criteria for granting legal aid depending on the nature of the proceedings in question, including some cases where there is no minimum criteria at all. In general terms, an applicant must show that they have reasonable grounds for taking, defending or being a party to proceedings, and that it is reasonable, in the particular circumstances of the case, for legal aid to be granted. The Legal Aid Agency must consider, for example, whether the case has a reasonable chance of success, whether the benefits of litigation would outweigh the cost to public funds, and whether the applicant would gain any significant personal benefit from proceeding, bearing in mind any liability to repay the costs if successful. These factors are similar to those that would influence a privately paying client of moderate means when considering whether to become involved in proceedings

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

( ) le tribunal

( X ) une instance extérieure au tribunal

( ) une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

La décision judiciaire précise le partage des frais de justice

|                             |                      |
|-----------------------------|----------------------|
| en matière pénale           | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| en matière autre que pénale | ( X ) Oui<br>( ) Non |

Commentaires

## B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Sources for the Q20 figures (Legal aid statistics England & Wales table no.):

Court: Crime lower: magistrates' court representation (2.1), Crime higher: Crown Courts representation (4.1), Civil Representation: closed case (6.3).

Non-Court: Crime Lower: advice at police station, prison law (2.1), Civil: legal help and Controlled Legal Representation (CLR)\* (5.2) + family mediation (7.2).

\*Although not in a court, CLR figures cover proceedings in the Mental Health and Immigration and Asylum jurisdictions of the First-Tier Tribunal and Immigration and Asylum Chamber of the Upper Tribunal.

Q23: Annual income and assets converted to euros using bank of england december 2018 rate = 0.8969

## 2.2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

|                                                                                                | Oui | Adresse(s) internet :                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)                                          | ( ) | ( X )<br><a href="https://www.gov.uk/government/publications">https://www.gov.uk/government/publications</a><br><a href="https://www.judiciary.gov.uk/judgments/">https://www.judiciary.gov.uk/judgments/</a> |
| à la jurisprudence des hautes juridictions                                                     | ( ) | ( X )<br><a href="https://www.judiciary.gov.uk/judgments/">https://www.judiciary.gov.uk/judgments/</a><br><a href="https://www.supremecourt.uk/decided-cases/">https://www.supremecourt.uk/decided-cases/</a> |
| à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne) | ( ) | ( X )<br><a href="http://hmctsformfinder.justice.gov.uk/HMCTS/FormFinder.do">http://hmctsformfinder.justice.gov.uk/HMCTS/FormFinder.do</a>                                                                    |

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : The MoJ actively publishes as much information as possible and a significant amount of information is available under the MoJ publication scheme. Please see <https://www.gov.uk/government/organisations/ministry-of-justice/about/publication-scheme> When information is available on the website, or one of our partner websites, the web address will be given and a link will be provided.

The Justice website on GOV.UK contains resources for legal professionals.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais

## prévisibles de la procédure judiciaire ?

☒ Oui, toujours

☐ Non

☐ Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

## 030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## 031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

|                                                                                                              | Dispositif d'information                                                | Modalités particulières pour les auditions                              | Autres modalités particulières                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Victimes de violence sexuelle/viol</b>                                                                    | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Victimes du terrorisme</b>                                                                                | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>                                                                         | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Victimes de violence domestique</b>                                                                       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Minorités ethniques</b>                                                                                   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Personnes handicapées</b>                                                                                 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Délinquants mineurs</b>                                                                                   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b> | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser :

### 031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : The age of criminal responsibility in England and Wales is 10 years. Young people charged with criminal offences are usually dealt with in a specialist Youth Court, with only the most serious cases being dealt with by the Crown Court. Legal aid is available for that individual.

### 032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

( X ) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : If an injury has been suffered then a claim can be considered in the criminal courts. Public fund applies only to victims of violent offences through the Criminal Injuries Compensation Authority (<https://www.gov.uk/government/organisations/criminal-injuries-compensation-authority>). Court-ordered compensation paid by offenders to victims can apply to any kind of case.

( ) Non

Commentaires

#### 032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

### 033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

[ X ] d'un dispositif avec des fonds publics

[ X ] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[ ] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

### 034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable : HMCTS only collects performance data relating to the recovery rate of court ordered compensation. Data is published as part of the Criminal Court Quarterly Statistics - [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/851932/ccsq-bulletin-q3-2019.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/851932/ccsq-bulletin-q3-2019.pdf)

### 035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : The scheme gives effect to the duties recognised in R v Christopher Killick [2011] EWCA Crim 1608 and Article 10 of the European Union Directive, establishing minimum standards on the rights, support and protection of victims of crime. The principles are set out further in the published guidance on VRR which is available in full on the CPS website: <https://www.cps.gov.uk/legal-guidance/victims-right-review-scheme>.

### 037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

|                                               | Nombre de demandes d'indemnisation                                | Nombre de condamnations                                           | Montant total (in €)                                              |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| <b>Total</b>                                  | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| <b>Durée excessive de la procédure</b>        | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| <b>Non-exécution des décisions de justice</b> | <input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> X ] NAP | <input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> X ] NAP | <input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> X ] NAP |
| <b>Arrestation injustifiée</b>                | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| <b>Condamnation injustifiée</b>               | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| <b>Autre</b>                                  | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

### 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

|                                                      | Au niveau national                                                                                                             | Au niveau des tribunaux                                                                                                        |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1. Enquêtes auprès des juges</b>                  | <input type="checkbox"/> ] Annuelle<br><input type="checkbox"/> ] Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> ] Ad hoc | <input type="checkbox"/> ] Annuelle<br><input type="checkbox"/> ] Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> ] Ad hoc |
| <b>2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux</b> | <input type="checkbox"/> ] Annuelle<br><input type="checkbox"/> ] Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> ] Ad hoc | <input type="checkbox"/> ] Annuelle<br><input type="checkbox"/> ] Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> ] Ad hoc |
| <b>3. Enquêtes auprès des procureurs</b>             | <input type="checkbox"/> ] Annuelle<br><input type="checkbox"/> ] Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> ] Ad hoc | <input type="checkbox"/> ] Annuelle<br><input type="checkbox"/> ] Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> ] Ad hoc |

|                                                                                                                                                              |                                                                                                                                     |                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>4. Enquêtes auprès des avocats</b>                                                                                                                        | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc            | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc            |
| <b>5. Enquêtes auprès des parties</b>                                                                                                                        | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc            | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)</b> | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc            | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>7. Enquêtes auprès des victimes</b>                                                                                                                       | <input checked="" type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)</b>                                                                                                              | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc            | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc            |

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Crown Prosecution Service Victim Survey: (Yet to be published) [http://www.cps.gov.uk/victims\\_witnesses/resources/](http://www.cps.gov.uk/victims_witnesses/resources/). Previously an annual survey, however whether it is to be continued is yet to be decided. In addition to this, The Crime Survey for England and Wales (annual general population survey commissioned by Office for National Statistics), which is designed to measure levels and nature of victimisation among adults in England and Wales, provides some information about victims' experiences and confidence in the Justice system although the ability to examine their experiences of courts is limited due to the small number of respondents who had contact with courts. The CSEW also includes some questions about people who have been involved in civil, family and criminal court cases about their views of their contact with HMCTS. However, it is not yet known if the victim & witnesses questions will continue to be included in the CSEW in the future. HMCTS Enterprise Performance Framework Perception pilot.

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

|                                | <b>Autorité compétente pour traiter de la plainte</b>        | <b>Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte</b> |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Tribunal concerné</b>       | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non            |
| <b>Instance supérieure</b>     | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non            |
| <b>Ministère de la Justice</b> | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non            |

|                                                  |                    |                    |
|--------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Conseil supérieur de la magistrature             | ( ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( ) Non |
| Autres organisations extérieures (ex. médiateur) | ( ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( ) Non |

Commentaires

### 041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

|                                                  | Nombre de plaintes | Montant des indemnisations accordées |
|--------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------|
| Tribunal concerné                                | [ ] NA<br>[ ] NAP  | [ ] NA<br>[ ] NAP                    |
| Instance supérieure                              | [ ] NA<br>[ ] NAP  | [ ] NA<br>[ ] NAP                    |
| Ministère de la Justice                          | [ ] NA<br>[ ] NAP  | [ ] NA<br>[ ] NAP                    |
| Conseil supérieur de la magistrature             | [ ] NA<br>[ ] NAP  | [ ] NA<br>[ ] NAP                    |
| Autres organisations extérieures (ex. médiateur) | [ ] NA<br>[ ] NAP  | [ ] NA<br>[ ] NAP                    |

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

## 3. Organisation des tribunaux

### 3.1. Tribunaux

#### 3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

|                                                                                                                                                                                                                                                             | Nombre de tribunaux      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)                                                                                                                                                                                        | 334<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)                                                                                                                                                                                            | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| 42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes) | 337<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires Since the last report, we have continued to close a number of court and tribunal buildings following the national

consultation published in July 2015 and the two London magistrates' courts consulted on in September 2016. In addition other closures have taken place which are either remaining closures from the court closures announced in 2010 (CERP) or individual closures that were considered business as usual. In July 2016 a further 6 sites were announced for closure. We are now reporting on operational court and hearing centres in line with all other correspondences.

#### 043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

|                                                                                        | Nombre de tribunaux    |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)                      | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)                       | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux des faillites                                                                | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux du travail                                                                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux des affaires familiales                                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales                                         | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux administratifs                                                               | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux militaires                                                                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance                                          | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

#### 044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des

## tribunaux] ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser : HMCTS is currently undertaking a programme of reform that will transform the way courts and tribunals operate. Modernisation will provide new ways to access the courts and tribunals; many of the new approaches have the potential to change the way we use our buildings, their flexibility and location. As reform progresses we will consider further changes to our estate in alignment with the modernisation programme. This may lead to further consolidation of the court and tribunal estate.

## 045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

|                                      | Nombre de tribunaux |
|--------------------------------------|---------------------|
| le recouvrement d'une petite créance | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| le licenciement                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| le vol avec violence                 | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| faillite                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires We have 332 courts that are able to hear cases relating to debt collection and robbery. We view our estate as flexible so we are able to if required utilise all 332 courts for Robbery or small claims if it were required, therefore we cannot provide a breakdown for this question.

## 045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : There are three routes, called tracks (small claims track, fast track and multi-track):

Small claims track – generally for lower value and less complex claims with a value of up to £10,000 (although there are some exceptions);

Fast track – claims with a value of between £10,000 and £25,000; and

Multi-track – very complex claims with a value of £25,000 or more.

## 045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[ 11 150 ]

Commentaires Small claims track – generally for lower value and less complex claims with a value of up to £10,000 (although there are some exceptions).

Converted to Euros using Bank of England spot rate on 31st December 2018:0.8969

## C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

## 3.2. Personnel des tribunaux

### 3.2.1. Juges et personnels non-juges



**046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)**

|                                                                                 | Total                      | Hommes                     | Femmes                   |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------------|
| <b>Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)</b>                         | 1 831<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 126<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 705<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Nombre de juges professionnels de première instance</b>                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP      |
| <b>2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP      |
| <b>3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes</b>                | 12<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 9<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The total number of salaried office holders includes a number that work on a salaried part-time basis. This number is not currently recorded on the e-HR (Judicial Office) Database to enable the numbers to be reflected on a FTE basis. The figure includes all levels of salaried judicial office holders from the Lord Chief Justice to the District Judges/Tribunal Judges. Note 46.2 There are many different levels of judges which hear appeals, not just the Court of Appeal. The judicial complement is monitored closely, and reflects the fluctuating needs of the business across the jurisdictions. Only the most business critical appointments are agreed to deal with retirements etc.

**047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).**

|                                                                     | Total               | Hommes              | Femmes              |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)</b>    | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| <b>1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| <b>2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)</b>  | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |

|                                             |                                         |                                         |                                         |
|---------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|
| 3. Nombre de président(s) de cours suprêmes | <input type="checkbox"/> NA             | <input type="checkbox"/> NA             | <input type="checkbox"/> NA             |
|                                             | <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

**048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):**

|                                  | Donnée                                                                 |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Donnée brute                     | 6 366<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP   |
| Donnée en équivalent temps plein | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question : This is the total of fee-paid judicial office holders (some of whom will hold more than one fee-paid post, and some who will also have a mix of fee-paid and salaried work. The gender breakdown of the 6366 total is 3571 (male) and 2795 (female). The judicial complement is monitored closely, and reflects the fluctuating needs of the business across the jurisdictions. Only the most business critical appointments are agreed to deal with retirements etc.

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

( X ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage. The judges listed at 48 deal with the same type as work as their salaried equivalent, but generally deal with the less serious/complicated matters.

( ) Non

☐ NAP

Commentaires

**049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :**

|                                  | Donnée                                                                 |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Donnée brute                     | 14 348<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |
| Donnée en équivalent temps plein | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

|     |     |            |
|-----|-----|------------|
| Oui | Non | Echevinage |
|-----|-----|------------|

|                                         |       |       |     |
|-----------------------------------------|-------|-------|-----|
| affaires pénales (infractions graves)   | ( X ) | ( )   | ( ) |
| affaires pénales (infractions mineures) | ( X ) | ( )   | ( ) |
| affaires familiales                     | ( X ) | ( )   | ( ) |
| affaires de droit du travail            | ( )   | ( X ) | ( ) |
| affaires de droit social                | ( )   | ( X ) | ( ) |
| affaires commerciales                   | ( )   | ( X ) | ( ) |
| affaires de faillite                    | ( )   | ( X ) | ( ) |
| autre affaires civiles                  | ( )   | ( X ) | ( ) |

[ ] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

## 050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

[ X ] affaires pénales

[ ] affaires autres que pénales

Commentaires

## 051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[ 179 469 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires The figure provided above is for 2018. It pertains to the "number of jurors supplied to the court" in line with figures provided by the Jury Central Summoning Bureau. This is the same measure as provided for previous years. The figure does not necessarily add up to the overall total within 2018, as the data reflects rolling 12-month periods.

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

|       |        |        |
|-------|--------|--------|
| Total | Hommes | Femmes |
|-------|--------|--------|

|                                                                                                                                                                                                                                                        |                             |                            |                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)</b>                                                                                                                                                           | 14 194<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 4 399<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 9 796<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.</b>                                            | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP        |
| <b>2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)</b>                                               | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        |
| <b>3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        |
| <b>4. Personnels techniques</b>                                                                                                                                                                                                                        | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        |
| <b>5. Autres personnels non juges</b>                                                                                                                                                                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        |

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : It is not possible to provide a break down of FTE by the functions listed.

However, the following breakdown of FTE by gender across different occupational bands can be provided in percentage terms (Band A represents the highest grade below Senior Civil Servant (SCS) and Band F represents the lowest grade. SCS: Men = 43%; women = 57%

Band A: Men = 45%; women = 55%

Band B: Men = 32%; women = 68%

Band C: Men = 32%; women = 68%

Band D: Men = 27%; women = 73%

Band E: Men = 29%; women = 71%

Band F: Men = 38%; women = 62%

Grand Total: Men = 31%; women = 69%

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)**

|                                                                                | <b>Total</b>        | <b>Hommes</b>       | <b>Femmes</b>       |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

|                                                                                  |                     |                     |                     |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>   | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes</b>                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- ☐ pour l'aide judiciaire
- ☐ en matière familiale
- ☐ pour les ordres de paiement
- ☐ pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- ☐ exécution des affaires civiles
- ☐ exécution des affaires pénales
- ☐ autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- ☐ pour les affaires non contentieuses
- ☒ NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

**054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

**054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

- ☒ la maintenance informatique
- ☐ la formation du personnel
- ☒ la sécurité
- ☐ les archives
- ☒ le nettoyage
- ☒ autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires The other types of services that are outsourced are:

- Facilities Management (FM) services to private providers across the HMCTS estate through Total Facilities Management (TFM) contracts. At a high level these services include:
- building maintenance (mechanical and electrical maintenance and fabric maintenance)
- security
- cleaning

- waste management -grounds maintenance. PFIs for the provision of serviced accommodation at courts estates
- Collection of Payments of Court Fines and Fees
- Provision of Transcription and Court Reporting Services
- Occupational Health
- Travel and Event Management
- Contingent Labour
- Consultancy: strategic transformation of HMCTS reform delivery
- Courier Services -Provision (sourcing, paying and associated administration) of interpreters and translators across the justice sector, including within courts and tribunals. a new set of contracts for these services commenced in October 2016. The interpreters themselves remain freelance.
- Data handling and storage services for probate records

The elements of IT Services that are outsourced are as follows: -Architecture and Design -Agile Product Delivery

- Development
- Testing
- Operational Support
- Desktop Computing
- Case Management Applications
- Video Technology
- Bulk Printing Services
- Server Hosting
- 9 other FITS service towers not included in the ICT services. -Security: IT Security Architecture
- Cyber Security Assurance
- Protective Monitoring - WIFI Courts staff have access to learning and development opportunities provided by Civil Service Learning which is managed centrally, and this service has been outsourced. However this has not been included in answers to question 54.1 because this does not strictly fall within the remit of the courts.

## C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : e-HR (Judicial Office) Database

### 3.3.Ministère public

#### 3.3.1.Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

|                                                                   | Total                      | Hommes                     | Femmes                     |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)                            | 2 455<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 046<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 409<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        |

|                                                                         |                     |                     |                     |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes</b>                | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : '1st instance level' is all prosecutors with a valid practicing certificate with the exception of those in the CPS Appeals Unit.  
'2nd instance level' is prosecutors with a valid certificate in the Appeals Unit of the CPS Special Crime & Counter Terrorism Division  
'2nd instance level' prosecutors would also cover supreme court level cases, there being no discrete separation

## 056. Nombre de chefs des ministères publics.

|                                                                                          | Total                   | Hommes                 | Femmes                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| <b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>                           | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 8<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 11<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b> | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 8<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 11<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| <b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>                | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : These figures cover our 14 geographical Areas, a non-geographic Area providing out-of-hours charging advice (CPS Direct), our Proceeds of Crime service and 3 Casework Divisions that prosecute the most sensitive and specialised types of crime. Since the last return the CPS has restructured its prosecution operation handling prosecutions originating within London dividing it into 2 separate Areas.

## 057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions : Associate Prosecutors (APs)

APs work with Crown Prosecutors and paralegals, with the support of administrators. Their work is most likely to include:

- reviewing cases following investigation by the police
- making decisions as to whether prosecutions should proceed and which charges should be brought
- preparing cases for prosecution
- researching into the law
- carrying out legal procedures such as bail applications
- conducting case conferences with other members of the legal profession such as barristers
- presenting cases in court
- providing advice to colleagues or to members of the wider criminal justice system such as police or solicitors

Since the last return the CPS has reviewed the role of APs and is committed to reducing numbers as a result.

### 057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[ 137 ]

[ ] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

( ) Oui

( X ) Non

[ ] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

|                                                                   | Total           | Hommes        | Femmes          |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------|---------------|-----------------|
| Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public | 3 026<br>[ ] NA | 954<br>[ ] NA | 2 072<br>[ ] NA |

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : The CPS's own internal establishment figures against Cabinet Office definitions, sourced from our iTrent system as at December 2018

### 3.4.Parité hommes/femmes

#### 3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

|                        |     |
|------------------------|-----|
| Oui, veuillez préciser | Non |
|------------------------|-----|

|                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |       |
|------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>des juges</b>             | ( X ) Both the Lord Chancellor and the Lord Chief Justice have a statutory responsibility to encourage judicial diversity. Where two or more candidates are assessed as being of equal merit, the JAC can select a candidate for the purpose of increasing judicial diversity using the equal merit provision (EMP) introduced by the Crime and Courts Act 2013. The Commission's equal merit provision policy has applied to selection exercises launched since 1 July 2014. Where two or more candidates are judged by the Commission to be of equal merit when assessed against the advertised requirements for a specific post, and there is clear under-representation on the basis of race or gender, the Commission can use the EMP to make the final selection decision. | ( )   |
| <b>des procureurs</b>        | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | ( X ) |
| <b>du personnel non-juge</b> | ( X ) MoJ and its agencies undertake anonymous sifting as a key part of the recruitment process at all grades, except within the Senior Civil Service. This ensures that no personal information of applicants is available at sifting stage, including their name and gender. MoJ's Resourcing Policy encourages mixed-gender recruitment panels.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | ( )   |

|                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |       |
|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>des avocats</b>            | ( X ) Barristers: RC110.3 B, C and D in the Bar Standards Board Equality Rules relate to this. They include the stipulation that all members of any recruitment panel within Chambers must have undertaken fair recruitment training. RC110. 3. F in the Bar Standards Board Equality Rules. We also have diversity monitoring equality rules. Chambers must regularly review the diversity of applicants across all levels of seniority. The employed bar will be subject fair recruitment employment provisions as stipulated by employment law in the UK. | ( )   |
| <b>des notaires</b>           | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | ( X ) |
| <b>des agents d'exécution</b> | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | ( X ) |

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Regarding judges, both the Lord Chancellor and the Lord Chief Justice have a statutory responsibility to encourage judicial diversity. Where two or more candidates are assessed as being of equal merit, the JAC can select a candidate for the purpose of increasing judicial diversity using the equal merit provision (EMP) introduced by the Crime and Courts Act 2013. The Commission's equal merit provision policy has applied to selection exercises launched since 1 July 2014. Where two or more candidates are judged by the Commission to be of equal merit when assessed against the advertised requirements for a specific post, and there is clear under-representation on the basis of race or gender, the Commission can use the EMP to make the final selection decision.

For non-judge staff, MoJ and its agencies undertake anonymous sifting as a key part of the recruitment process at all grades, except within the Senior Civil Service. This ensures that no personal information of applicants is available at sifting stage, including their name and gender. MoJ's Resourcing Policy encourages mixed-gender recruitment panels.

For Barristers: RC110.3 B, C and D in the Bar Standards Board Equality Rules relate to this. They include the stipulation that all members of any recruitment panel within Chambers must have undertaken fair recruitment training. RC110. 3. F in the Bar Standards Board Equality Rules. We also have diversity monitoring equality rules. Chambers must regularly review the diversity of applicants across all levels of seniority. The employed bar will be subject fair recruitment employment provisions as stipulated by employment law in the UK.

### 061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

|                        |     |
|------------------------|-----|
| Oui, veuillez préciser | Non |
|------------------------|-----|

|                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |       |
|------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>des juges</b>             | ( X ) Both the Lord Chancellor and the Lord Chief Justice have a statutory responsibility to encourage judicial diversity. Where two or more candidates are assessed as being of equal merit, the JAC can select a candidate for the purpose of increasing judicial diversity using the equal merit provision (EMP) introduced by the Crime and Courts Act 2013. The Commission's equal merit provision policy has applied to selection exercises launched since 1 July 2014. Where two or more candidates are judged by the Commission to be of equal merit when assessed against the advertised requirements for a specific post, and there is clear under-representation on the basis of race or gender, the Commission can use the EMP to make the final selection decision. | ( )   |
| <b>des procureurs</b>        | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | ( X ) |
| <b>du personnel non-juge</b> | ( X ) MoJ and its agencies undertake anonymous sifting as a key part of the recruitment process at all grades, except within the Senior Civil Service. This ensures that no personal information of applicants is available at sifting stage, including their name and gender. MoJ's Resourcing Policy encourages mixed-gender recruitment panels.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | ( )   |

|                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |       |
|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>des avocats</b>            | ( X ) Barristers: The Bar Standards Board have an equality rule stipulating that the affairs of chambers must be carried out in a way which is fair and equitable to all members. Rule C110 in the BSB Handbook, states that all barristers must take “reasonable steps” to ensure that their chambers meets the requirements of the Equality Rules (rC110-rC112). rC110 includes the requirement for chambers to have a written anti-harassment policy as well as a parental leave policy, and what these should include as a minimum. Evidence would suggest that proportionately more women at the Bar in England and Wales are primary carers for a dependent child, and that they are also disproportionately affected by harassment in the profession. | ( )   |
| <b>des notaires</b>           | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | ( X ) |
| <b>des agents d’exécution</b> | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | ( X ) |

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l’année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : For judges, both the Lord Chancellor and the Lord Chief Justice have a statutory responsibility to encourage judicial diversity. Where two or more candidates are assessed as being of equal merit, the JAC can select a candidate for the purpose of increasing judicial diversity using the equal merit provision (EMP) introduced by the Crime and Courts Act 2013. The Commission’s equal merit provision policy has applied to selection exercises launched since 1 July 2014. Where two or more candidates are judged by the Commission to be of equal merit when assessed against the advertised requirements for a specific post, and there is clear under-representation on the basis of race or gender, the Commission can use the EMP to make the final selection decision. For non-judge staff, MoJ and its agencies undertake anonymous sifting as a key part of the recruitment process at all grades, except within the Senior Civil Service. This ensures that no personal information of applicants is available at sifting stage, including their name and gender. MoJ’s Resourcing Policy encourages mixed-gender recruitment panels.

For barristers the Bar Standards Board have an equality rule stipulating that the affairs of chambers must be carried out in a way which is fair and equitable to all members. Rule C110 in the BSB Handbook, states that all barristers must take “reasonable steps” to ensure that their chambers meets the requirements of the Equality Rules (rC110-rC112). rC110 includes the requirement for chambers to have a written anti-harassment policy as well as a parental leave policy, and what these should include as a minimum. Evidence would suggest that proportionately more women at the Bar in England and Wales are primary carers for a dependent child, and that they are also disproportionately affected by harassment in the profession.

### 3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d’une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents

**concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :**

|                               | Oui   | Non   |
|-------------------------------|-------|-------|
| <b>les juges</b>              | ( X ) | ( )   |
| <b>les procureurs</b>         | ( X ) | ( )   |
| <b>le personnel non-juge</b>  | ( X ) | ( )   |
| <b>les avocats</b>            | ( X ) | ( )   |
| <b>les notaires</b>           | ( X ) | ( )   |
| <b>les agents d'exécution</b> | ( )   | ( X ) |

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? Judges:

<https://www.judiciary.uk/publications/judicial-diversity-statistics-2019-2/>

Prosecutors:

<https://www.cps.gov.uk/sites/default/files/documents/publications/CPS-AEER-2018-19.pdf> Non-Judge staff:

MoJ publishes an annual workforce monitoring report, which provides detail on MoJ staff by gender. The data is derived from HR admin system. <https://www.gov.uk/government/publications/ministry-of-justice-workforce-monitoring-report-2017-to-2018>

Barristers:

The Bar Standards Board are undertaking an ongoing programme of research into women at the Bar in England and Wales, and exploring issues which may be contributing towards a lack of retention of female barristers. A link to the first report can be found here:

[https://www.barstandardsboard.org.uk/media/1773934/women\\_at\\_the\\_bar\\_-\\_full\\_report\\_-\\_final\\_12\\_07\\_16.pdf](https://www.barstandardsboard.org.uk/media/1773934/women_at_the_bar_-_full_report_-_final_12_07_16.pdf). The project has led to an action plan which led to the ongoing Equality Impact Assessment of our Equality Rules – and part of that EIA, we are assessing the impact of the rules on sex.

Notories:

<http://www.facultyoffice.org.uk/wp-content/uploads/2018/03/Diversity-and-Equality-Data-2017-18.pdf>

A report on the findings from a number of workshops undertaken as part of the Women at the Bar Project can be found here:

<https://www.barstandardsboard.org.uk/uploads/assets/118b1db5-d15f-4e53-a214b0e71622f9aa/womenatthebarreportv4.pdf>

We publish yearly Diversity Reports of the Bar. The one for 2018 can be found here:

<https://www.barstandardsboard.org.uk/uploads/assets/1fda3d4b-c7e3-4aa8-a063024155c7341d/diversityatthebar2018.pdf>. The one for 2019 is to be published in January 2020

Appendix I in a report by the BSB on pupillage selection criteria includes some information on the distribution of recent female and male pupils by area of practise: <https://www.barstandardsboard.org.uk/uploads/assets/de77ead9-9400-4c9d-bef91353ca9e5345/e4e1db09-1848-4b1e-b6855bab7373cc94/second-edition-test31072019104713.pdf>

The Bar Council produced this report in 2015:

[http://www.barcouncil.org.uk/media/378213/bar\\_council\\_momentum\\_measures\\_creating\\_a\\_diverse\\_profession\\_summary\\_report\\_july\\_2015.pdf](http://www.barcouncil.org.uk/media/378213/bar_council_momentum_measures_creating_a_diverse_profession_summary_report_july_2015.pdf)

Queen's Counsel Appointments funded this research from The Work Foundation on the under-application by women

for appointment as Queen's Counsel: [http://www.theworkfoundation.com/wp-content/uploads/2017/09/421\\_Balancing-the-scales.pdf](http://www.theworkfoundation.com/wp-content/uploads/2017/09/421_Balancing-the-scales.pdf)

**061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? The Lord Chancellor, Lord Chief Justice and Judicial Appointments Commission (JAC) have a statutory duty to encourage diversity under the Constitutional Reform Act 2005. The Ministry of Justice is a member of the Judicial Diversity Forum (JDF) alongside members from the Judiciary, Judicial Appointments Commission and the legal professional bodies. The Forum meets quarterly to coordinate efforts to encourage judicial diversity, which include gender diversity. In 2019, the membership and aims of the JDF were strengthened to help provide an enhanced level of priority and focus. The Forum meets twice yearly and is supported by an Officials' Group comprising senior representatives from each of the partner organisations. The JAC has a statutory duty to appoint candidates on merit. Under the Constitutional Reform Act 2005, the JAC also has a statutory duty to 'have regard to the need to encourage diversity in the range of persons available for selection for appointments'. This is in addition to its public-sector duty under the Equality Act 2010.

The JAC, judiciary and legal professions undertake a range of outreach events, shadowing programmes, pre-application support and mentoring to attract and support eligible candidates, including those from under-represented groups, such as women. The Equal Merit Provision (EMP), introduced by the Crime and Courts Act 2013, can be used for increasing judicial diversity, including gender diversity. Where two or more candidates are assessed as being of equal merit and there is under-representation in the relevant level of the judiciary, the JAC can select a candidate for the purpose of increasing judicial diversity. The JAC's EMP policy currently applies to the protected characteristics of gender and race only. In 2019, the JAC extended its approach to equal merit to cover the shortlisting stage of every exercise. This change ensures that the JAC continues to take all measures possible, consistent with the statutory framework, to support the aim of increasing diversity. Between 1 April 2017 and 31 March 2019, 3 recommendations were made using the equal merit approach; all 3 were women. In April 2019, the Pre-Application Judicial Education programme (PAJE) launched – a joint initiative of the Judicial Diversity Forum. The programme has offered candidates from underrepresented groups (including women lawyers) support through judge facilitated discussion groups, to support a greater understanding of the role and skills required to be a judge.

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

|                                             | Oui, veuillez préciser | Non   |
|---------------------------------------------|------------------------|-------|
| <b>le recrutement des juges</b>             | ( X )                  | ( )   |
| <b>la promotion des juges</b>               | ( X )                  | ( )   |
| <b>le recrutement des procureurs</b>        | ( )                    | ( X ) |
| <b>la promotion des procureurs</b>          | ( )                    | ( X ) |
| <b>le recrutement du personnel non-juge</b> | ( )                    | ( X ) |
| <b>la promotion du personnel non-juge</b>   | ( )                    | ( X ) |

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires JJudges: (1) Judicial Appointments Commission (JAC) (2) Chair of Judicial Diversity Committee

(1) The JAC is an executive non-departmental public body (NDPB), sponsored by the Ministry of Justice (MoJ). It is an independent selection body for judicial appointments in the courts and tribunals of England and Wales, and for some tribunals with UK-wide jurisdiction. (2) Since its creation, the Committee has focused its efforts on attracting women into the judiciary and supporting their progression to the senior levels. <https://www.judiciary.gov.uk/about-the-judiciary/who-are-the-judiciary/diversity/judicial-diversity-committee-of-the-judges-council-report-on-progress-and-action-plan/>

Non-judge staff:

Civil Service Commissioners:

The Civil Service Commission (CSC) regulates recruitment into the Civil Service, ensuring that appointments are made on merit after fair

and open competition. The Commission is independent of both Civil Service and Government.

The CSC, as a regulator of recruitment processes will challenge the Civil Service and ensure that recruitment is representative of the society we live in. The CSC Annual Report (2016-2017) states that ‘there is a welcomed improving trend in gender diversity’.

MoJ Inclusion and Diversity Strategy

The MoJ Inclusion and Diversity Strategy- 2017-2020 is for all staff in the MoJ nationally.

Its aims are to embed inclusion and diversity in our day to day work and help address key challenges identified. Our Diversity Champions deal with the issues of gender and will take forward any issues.

MoJ is striving to build a world class organisation that is open, inclusive, truly values and celebrates the diversity of its workforce and can understand and serve the needs of the diverse society of which we are a part.

#### 061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) For judges: Court of Appeal Judge, Vice President, Court of Appeal Criminal Division

[ ] NAP

#### 061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) For judges:Judiciary of England and Wales

[ ] NAP

#### 061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) For judges: Both consultative function and delegated legal responsibilities

[ ] NAP

### 3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

|                                                    | Oui   | Non   |
|----------------------------------------------------|-------|-------|
| dans les tribunaux (juges)                         | ( X ) | ( )   |
| dans les services du ministère public (procureurs) | ( )   | ( X ) |

|                                                 |     |       |
|-------------------------------------------------|-----|-------|
| <b>pour le personnel non-juge des tribunaux</b> | ( ) | ( X ) |
|-------------------------------------------------|-----|-------|

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Leadership Judges ( Presiding Judges and Chamber Presidents etc) exercise the delegated authority of the Lord Chief Justice and the Senior President of Tribunals in the deployment and allocation of judicial work to their judicial colleagues and do so as to promote equality of opportunity and treatment including that of gender for all those in respect of whom they have responsibility.

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

|                                                                         | Oui | Non   |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|-------|
| <b>Affectation dans les différents postes</b>                           | ( ) | ( X ) |
| <b>Répartition de la charge de travail</b>                              | ( ) | ( X ) |
| <b>Horaires de travail</b>                                              | ( ) | ( X ) |
| <b>Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail</b> | ( ) | ( X ) |
| <b>Remplacement des personnes absentes</b>                              | ( ) | ( X ) |
| <b>Organisation des audiences</b>                                       | ( ) | ( X ) |
| <b>Autres</b>                                                           | ( ) | ( X ) |

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Although the Government and the judiciary share the aspiration that the judiciary is more reflective of society and action is taken to increase talented female lawyers (and other under-represented groups) applying for judicial office, we would not expect that any increase in the proportion of women judges would result in any changes in the administration of justice. However, court reform such as the introduction of new technology, together with policies such as salaried part-time working may result in more options for flexible working and so make the judiciary more attractive to women.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : The Lord Chancellor, Lord Chief Justice and Judicial Appointments Commission (JAC) have a statutory duty to encourage diversity under the Constitutional Reform Act 2005. The Ministry of Justice is a member of the Judicial Diversity Forum (JDF) alongside members from the Judiciary, Judicial Appointments Commission and the legal professional bodies. The Forum meets quarterly to coordinate efforts to encourage judicial diversity, which include gender diversity.

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires In 2019, the membership and aims of the JDF were strengthened to help provide an enhanced level of priority and focus. The Forum meets twice yearly and is supported by an Officials' Group comprising senior representatives from each of the partner organisations. The JAC has a statutory duty to appoint candidates on merit. Under the Constitutional Reform Act 2005, the JAC also has a statutory duty to 'have regard to the need to encourage diversity in the range of persons available for selection for appointments'. This is in addition to its public-sector duty under the Equality Act 2010.

The JAC, judiciary and legal professions undertake a range of outreach events, shadowing programmes, pre-application support and mentoring to attract and support eligible candidates, including those from under-represented groups, such as women. The Equal Merit Provision (EMP), introduced by the Crime and Courts Act 2013, can be used for increasing judicial diversity, including gender diversity. Where two or more candidates are assessed as being of equal merit and there is under-representation in the relevant level of the judiciary, the JAC can select a candidate for the purpose of increasing judicial diversity. The JAC's EMP policy currently applies to the protected characteristics of gender and race only. In 2019, the JAC extended its approach to equal merit to cover the shortlisting stage of every exercise. This change ensures that the JAC continues to take all measures possible, consistent with the statutory framework, to support the aim of increasing diversity. Between 1 April 2017 and 31 March 2019, 3 recommendations were made using the equal merit approach; all 3 were women. In April 2019, the Pre-Application Judicial Education programme (PAJE) launched – a joint initiative of the Judicial Diversity Forum. The programme has offered candidates from underrepresented groups (including women lawyers) support through judge facilitated discussion groups, to support a greater understanding of the role and skills required to be a judge.

[ ] NAP

## **061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :**

les procédures de recrutement (veuillez préciser) : No official evaluation, studies or reports are available on any causes of inequalities, in relation to promotion procedures and access to the functions of responsibility. The Judicial Office monitors the progress of women within the judiciary (<https://www.judiciary.uk/publications/judicial-diversity-statistics-2019-2/>) and works with the Judicial Diversity Committee to put steps in place to support their advancement. Activities specifically directed at women have so far included networking events, mentoring, pre-application workshops and support programmes.

The JAC's most recent trends analysis shows positive trends for women in selection exercises for judicial roles. Overall, women are progressing through JAC exercises in line with the level of applications received. In 2018/19, women made up 44% of those recommended for appointment overall (legal exercises overall) from 50% of applicants. The representation of women in the courts judiciary has increased from 24% in 2014 to 32% as at 1 April 2019. Representation of women in the tribunals has increased from 43% in 2014 to 46% as at 1 April 2019 – nearly half of the tribunals judiciary. Women are one of the JAC's four target groups. The JAC undertakes outreach activities – in conjunction with its partners in the judiciary, MoJ and the professions - to attract candidates from under-represented groups, including women. The JAC also works closely with the Judicial Office, Ministry of Justice and the legal professions to break down barriers to appointment for different groups.

The JAC takes several steps to ensure that the selection process is fair, open and transparent to all groups, including women. These steps include:

With the assistance of an Advisory Group of professionals and judges, reviewing all selection materials to ensure that they will not have adverse equality or diversity impacts, and do not inadvertently advantage candidates from a particular practice area, or jurisdiction.

ensuring that the content and tone of selection exercise materials are gender neutral and do not contain stereotypes, colloquialisms or language that may be off putting to different groups, and that role play and scenarios feature a diverse range of characters.

Dry-running all materials with mock candidates and analysing the results, making any necessary adjustments to the content, timing, preparation materials or other aspects of selection materials.

Training JAC panellists on fair selection training on appointment, and refreshing this training in the panel briefing session before every selection exercise.

Making reasonable adjustments when requested for candidates who need them.

Extension of name-blind sifting shortlisting, which was already used for online tests, to sifts of applications and independent assessment for smaller exercises. The JAC selection process is also carefully monitored, including: Monitoring progression of target groups at key points in the selection process, and investigating reasons for significant drops in target groups.

Observing live interviews, telephone assessments and role play to ensure consistency. Completing equality impact assessments for any significant changes to the selection process.

Assigning a JAC Commissioner to all exercises to oversee quality assurance and fair selection.

In 2018, an independent review conducted by the Work Psychology Group found that they were following a best practice approach in the use of their shortlisting tools.

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) : No official evaluation, studies or reports are available on any causes of inequalities, in relation to promotion procedures and access to the functions of responsibility. The Judicial Office monitors the progress of women within the judiciary (<https://www.judiciary.uk/publications/judicial-diversity-statistics-2019-2/>) and works with the Judicial Diversity Committee to put steps in place to support their advancement. Activities specifically directed at women have so far included networking events, mentoring, pre-application workshops and support programmes.

The JAC's most recent trends analysis shows positive trends for women in selection exercises for judicial roles. Overall, women are progressing through JAC exercises in line with the level of applications received. In 2018/19, women made up 44% of those recommended for appointment overall (legal exercises overall) from 50% of applicants. The representation of women in the courts judiciary has increased from 24% in 2014 to 32% as at 1 April 2019. Representation of women in the tribunals has increased from 43% in 2014 to 46% as at 1 April 2019 – nearly half of the tribunals judiciary. Women are one of the JAC's four target groups. The JAC undertakes outreach activities – in conjunction with its partners in the judiciary, MoJ and the professions - to attract candidates from under-represented groups, including women. The JAC also works closely with the Judicial Office, Ministry of Justice and the legal professions to break down barriers to appointment for different groups.

The JAC takes several steps to ensure that the selection process is fair, open and transparent to all groups, including women. These steps include:

With the assistance of an Advisory Group of professionals and judges, reviewing all selection materials to ensure that they will not have adverse equality or diversity impacts, and do not inadvertently advantage candidates from a particular practice area, or jurisdiction.

ensuring that the content and tone of selection exercise materials are gender neutral and do not contain stereotypes, colloquialisms or language that may be off putting to different groups, and that role play and scenarios feature a diverse range of characters.

Dry-running all materials with mock candidates and analysing the results, making any necessary adjustments to the content, timing, preparation materials or other aspects of selection materials.

Training JAC panellists on fair selection training on appointment, and refreshing this training in the panel briefing session before every selection exercise.

Making reasonable adjustments when requested for candidates who need them.

Extension of name-blind sifting shortlisting, which was already used for online tests, to sifts of applications and independent assessment for smaller exercises. The JAC selection process is also carefully monitored, including: Monitoring progression of target groups at key points in the selection process, and investigating reasons for significant drops in target groups.

Observing live interviews, telephone assessments and role play to ensure consistency. Completing equality impact assessments for any significant changes to the selection process.

Assigning a JAC Commissioner to all exercises to oversee quality assurance and fair selection.

In 2018, an independent review conducted by the Work Psychology Group found that they were following a best practice approach in

the use of their shortlisting tools.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires No official evaluation, studies or reports are available on any causes of inequalities, in relation to promotion procedures and access to the functions of responsibility. The Judicial Office monitors the progress of women within the judiciary (<https://www.judiciary.uk/publications/judicial-diversity-statistics-2019-2/>) and works with the Judicial Diversity Committee to put steps in place to support their advancement. Activities specifically directed at women have so far included networking events, mentoring, pre-application workshops and support programmes.

The JAC's most recent trends analysis shows positive trends for women in selection exercises for judicial roles. Overall, women are progressing through JAC exercises in line with the level of applications received. In 2018/19, women made up 44% of those recommended for appointment overall (legal exercises overall) from 50% of applicants. The representation of women in the courts judiciary has increased from 24% in 2014 to 32% as at 1 April 2019. Representation of women in the tribunals has increased from 43% in 2014 to 46% as at 1 April 2019 – nearly half of the tribunals judiciary. Women are one of the JAC's four target groups. The JAC undertakes outreach activities – in conjunction with its partners in the judiciary, MoJ and the professions - to attract candidates from under-represented groups, including women. The JAC also works closely with the Judicial Office, Ministry of Justice and the legal professions to break down barriers to appointment for different groups.

The JAC takes several steps to ensure that the selection process is fair, open and transparent to all groups, including women. These steps include:

With the assistance of an Advisory Group of professionals and judges, reviewing all selection materials to ensure that they will not have adverse equality or diversity impacts, and do not inadvertently advantage candidates from a particular practice area, or jurisdiction.

ensuring that the content and tone of selection exercise materials are gender neutral and do not contain stereotypes, colloquialisms or language that may be off putting to different groups, and that role play and scenarios feature a diverse range of characters.

Dry-running all materials with mock candidates and analysing the results, making any necessary adjustments to the content, timing, preparation materials or other aspects of selection materials.

Training JAC panellists on fair selection training on appointment, and refreshing this training in the panel briefing session before every selection exercise.

Making reasonable adjustments when requested for candidates who need them.

Extension of name-blind sifting shortlisting, which was already used for online tests, to sifts of applications and independent assessment for smaller exercises. The JAC selection process is also carefully monitored, including: Monitoring progression of target groups at key points in the selection process, and investigating reasons for significant drops in target groups.

Observing live interviews, telephone assessments and role play to ensure consistency. Completing equality impact assessments for any significant changes to the selection process.

Assigning a JAC Commissioner to all exercises to oversee quality assurance and fair selection.

In 2018, an independent review conducted by the Work Psychology Group found that they were following a best practice approach in the use of their shortlisting tools.

[ ] NAP

**061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :**

|                                                                                                                                            | Oui, veuillez preciser | Non   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-------|
| les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires                               | ( )                    | ( X ) |
| la composition des audiences collégiales est toujours mixte                                                                                | ( X ) see below        | ( )   |
| il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc. | ( X ) see below        | ( )   |

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Magistrates Court (Crime) - Bench composition is usually mixed gender.

Tribunals - Lay panel is generally mixed gender.

Family court - Lay panel is generally mixed gender.

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

#### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

##### 062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

|                                        | Organisation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Politiques et stratégies informatiques | <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution<br><input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions<br><input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante<br><input type="checkbox"/> autre |
| TI Gouvernance informatique            | <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution<br><input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions<br><input checked="" type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante<br><input type="checkbox"/> autre                                       |

Commentaires

##### 065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

☐ personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

☒ équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

( ) autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

## 065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

|                                                                                                                                                                                             | Conduite des nouveaux projets | Gestion des applications |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)                                              | ( X ) Oui<br>( ) Non          | ( X ) Oui<br>( ) No      |
| Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe | ( ) Oui<br>( X ) Non          | ( ) Oui<br>( X ) No      |
| Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)                                                                                                                  | ( ) Oui<br>( X ) Non          | ( ) Oui<br>( X ) No      |

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

## 065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) Regional tier IT staff feeding into national application support teams.

## 065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

( X ) Oui

( ) Non

### 065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

[ X ] les processus opérationnels

[ X ] la charge de travail

[ X ] les ressources humaines

[ X ] les coûts

[ X ] autres, veuillez préciser Includes improved customer service

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

## 3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

## 065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) Use of external and independent cybersecurity experts

## 065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) Information Commissioner's Office.

### 3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

## 062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

( ) Oui

( X ) No

Commentaires

### 062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                          | Pour les décisions de 1ère instance                                           | Pour les décisions de 2ème instance                                           | Pour les décisions de 3ème instance                                           | Lien vers la jurisprudence CEDH | Données anonymisées | Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne | Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( ) Non              | ( ) Oui<br>( ) Non  | ( ) Oui<br>( ) Non                                                | ( ) Oui<br>( ) Non                                            |
| Pénale                   | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( ) Non              | ( ) Oui<br>( ) Non  | ( ) Oui<br>( ) Non                                                | ( ) Oui<br>( ) Non                                            |

|                       |                                                                                           |                                                                                           |                                                                                           |                    |                    |                    |                    |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Administrative</b> | ( ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( ) Non |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

## 062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

### 062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[ ] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[ ] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[ ] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

## 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

## 062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

### 062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                                 | Taux de disponibilité                                                        |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | ( ) 100%<br>( X ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA |
| <b>Pénale</b>                   | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA |

|                |                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Administrative | <input type="checkbox"/> 100%<br><input checked="" type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## 062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

### 062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

|                          | Disponibilité d'outils de dictée simples                                                                                                                                                                                                                                                          | Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples                                                                                                                                                                                                                                                 | Fonction de reconnaissance vocale                                                                                                               |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br><input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux<br><input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br><input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Essai pilote<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA |
| Pénale                   | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br><input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux<br><input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br><input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Essai pilote<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA |
| Administrative           | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br><input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux<br><input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br><input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Essai pilote<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA |

## 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

### Taux de disponibilité :

- ( X ) 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- ( ) 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- ( ) 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- ( ) 1-9% - dans un seul tribunal
- ( ) 0% (NAP) - Pas d'accès
- [ ] NA

Commentaires

## 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser For civil and administrative the online availability is partial.  
In some administrative, databases are local.

#### 063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                          | Taux de déploiement                                                          | État d'avancement d'une affaire en ligne                                                                                           | Base de données centralisée ou interopérable | Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires) | Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique                                                                        |
|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( ) accessible aux parties<br>( ) publication de la décision en ligne<br>( ) les deux<br>( X ) non accessible<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                            | ( ) Entièrement intégré, y compris BI<br>( X ) Intégré<br>( ) Non intégré mais connecté<br>( ) Pas du tout connecté<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

|                       |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                        |                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Pénale</b>         | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> accessible aux parties<br><input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne<br><input type="checkbox"/> les deux<br><input checked="" type="checkbox"/> non accessible<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI<br><input checked="" type="checkbox"/> Intégré<br><input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté<br><input type="checkbox"/> Pas du tout connecté<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Administrative</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> accessible aux parties<br><input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne<br><input type="checkbox"/> les deux<br><input checked="" type="checkbox"/> non accessible<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI<br><input checked="" type="checkbox"/> Intégré<br><input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté<br><input type="checkbox"/> Pas du tout connecté<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

## 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

|                                         | Taux de déploiement                                                                                                                                                                                                 | Données consolidées au niveau national                                  | Service disponible en ligne                                             | Module statistique intégré ou connecté                                  |
|-----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Registre foncier</b>                 | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <b>Registre relatif aux entreprises</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser

## 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

|                                |                                        |                                                                        |
|--------------------------------|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Taux de déploiement de l’outil | Données consolidées au niveau national | Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment) |
|--------------------------------|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|

|                                                       |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                         |                                                                         |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <b>Gestion des frais de justice</b>                   | <input type="checkbox"/> 100%<br><input checked="" type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <b>Autres (préciser en commentaires)</b>              | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires

**063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                                  | <b>Taux de déploiement des outils</b>                                                                                                                                                                               | <b>Données utilisées pour un pilotage au niveau national</b>                                                                           | <b>Données utilisées pour un pilotage au niveau local</b>                                                                              | <b>Outil intégré dans le CMS</b>                                                                                                       |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Pour les juges</b>                            | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Pour les procureurs</b>                       | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input checked="" type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                          | Taux de disponibilité                                                                                                                                                                                                                                                        | Saisine papier obligatoire en parallèle                                                                                                                                           | Cadre législatif spécifique autorisant la saisine                                                                                                                                 | Outil intégré/connecté dans le CMS                                                                                                                                                |
|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | <div><div><input type="checkbox"/> 100%</div><div><input type="checkbox"/> 50-99%</div><div><input checked="" type="checkbox"/> 10-49%</div><div><input type="checkbox"/> 1-9%</div><div><input type="checkbox"/> 0% (NAP)</div><div><input type="checkbox"/> NA</div></div> | <div><div><input type="checkbox"/> Oui</div><div><input checked="" type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> | <div><div><input checked="" type="checkbox"/> Oui</div><div><input type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> | <div><div><input checked="" type="checkbox"/> Oui</div><div><input type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> |
| Pénale                   | <div><div><input type="checkbox"/> 100%</div><div><input checked="" type="checkbox"/> 50-99%</div><div><input type="checkbox"/> 10-49%</div><div><input type="checkbox"/> 1-9%</div><div><input type="checkbox"/> 0% (NAP)</div><div><input type="checkbox"/> NA</div></div> | <div><div><input type="checkbox"/> Oui</div><div><input checked="" type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> | <div><div><input checked="" type="checkbox"/> Oui</div><div><input type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> | <div><div><input checked="" type="checkbox"/> Oui</div><div><input type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> |
| Administrative           | <div><div><input type="checkbox"/> 100%</div><div><input type="checkbox"/> 50-99%</div><div><input checked="" type="checkbox"/> 10-49%</div><div><input type="checkbox"/> 1-9%</div><div><input type="checkbox"/> 0% (NAP)</div><div><input type="checkbox"/> NA</div></div> | <div><div><input type="checkbox"/> Oui</div><div><input checked="" type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> | <div><div><input checked="" type="checkbox"/> Oui</div><div><input type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> | <div><div><input checked="" type="checkbox"/> Oui</div><div><input type="checkbox"/> Non</div><div><input type="checkbox"/> NA</div><div><input type="checkbox"/> NAP</div></div> |

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique

|                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Taux de disponibilité                                                                                    | <input type="radio"/> 100%<br><input checked="" type="radio"/> 50-99%<br><input type="radio"/> 10-49%<br><input type="radio"/> 1-9%<br><input type="radio"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA |
| Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle                                     | <input type="radio"/> Oui<br><input checked="" type="radio"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                     |
| Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique | <input checked="" type="radio"/> Oui<br><input type="radio"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                     |
| L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique                                                 | <input checked="" type="radio"/> Oui<br><input type="radio"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                     |
| Information disponible dans le CMS                                                                       | <input checked="" type="radio"/> Oui<br><input type="radio"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                     |

**064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)**

☐ Oui

☒ Non

Commentaires

**064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                          | Convocations générées par le CMS | Convocation papier obligatoire en parallèle | Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique | Modalités (si autres préciser en commentaires)                                                                                                                                    | Cadre législatif spécifique |
|--------------------------|----------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/>         | <input type="checkbox"/>                    | <input type="checkbox"/>                                            | <input type="checkbox"/> SMS<br><input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/>    |

|                       |     |     |     |                                                                                               |     |
|-----------------------|-----|-----|-----|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Pénale</b>         | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] SMS<br>[ ] Courrier électronique<br>[ ] Application informatique spécifique<br>[ ] Autres | [ ] |
| <b>Administrative</b> | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] SMS<br>[ ] Courrier électronique<br>[ ] Application informatique spécifique<br>[ ] Autres | [ ] |

Commentaires

**064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

**Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties**

( X ) Oui

( ) Non

**Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires This is available in some types of cases or claims but not all and varies with those factors and the type of representation.

**064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                |                             |                                                                                               |                             |
|--------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Taux de déploiement de l'outil | Phases du procès concernées | Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire) | Cadre législatif spécifique |
|                                |                             |                                                                                               |                             |

|                                 |                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                       |                                         |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input checked="" type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP) -<br>pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine<br>d'une juridiction<br><input checked="" type="checkbox"/> Phases<br>préparatoires à<br>l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Calendrier<br>des audiences et/ou<br>gestion des renvois<br><input checked="" type="checkbox"/><br>Transmission des<br>décisions des<br>tribunaux | <input checked="" type="checkbox"/> Courrier<br>électronique<br><input type="checkbox"/> Application<br>informatique<br>spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| <b>Pénale</b>                   | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input checked="" type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP) -<br>pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine<br>d'une juridiction<br><input checked="" type="checkbox"/> Phases<br>préparatoires à<br>l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Calendrier<br>des audiences et/ou<br>gestion des renvois<br><input checked="" type="checkbox"/><br>Transmission des<br>décisions des<br>tribunaux | <input type="checkbox"/> Courrier<br>électronique<br><input type="checkbox"/> Application<br>informatique<br>spécifique<br><input checked="" type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| <b>Administrative</b>           | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input checked="" type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP) -<br>pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine<br>d'une juridiction<br><input checked="" type="checkbox"/> Phases<br>préparatoires à<br>l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Calendrier<br>des audiences et/ou<br>gestion des renvois<br><input checked="" type="checkbox"/><br>Transmission des<br>décisions des<br>tribunaux | <input checked="" type="checkbox"/> Courrier<br>électronique<br><input type="checkbox"/> Application<br>informatique<br>spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |

Commentaires In criminal courts, some communication is by dedicated system to sytem interfaces, whereas others are via email

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

|                                |                                                                                    |                             |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Taux de déploiement de l'outil | Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire) | Cadre législatif spécifique |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|

|                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                              |                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| <b>Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input checked="" type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input checked="" type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |
| <b>Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)</b>                                               | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres            | <input type="checkbox"/> Oui |
| <b>Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)</b>                                                | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input checked="" type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres            | <input type="checkbox"/> Oui |
| <b>Services de police judiciaire</b>                                                                        | <input type="checkbox"/> 100%<br><input checked="" type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |

Commentaires Other indicates a variety of modalities.

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. A variety of applications being developed e.g. divorce online

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :**

|                                 | Taux de déploiement                                                                                                                                                                                                 | Phase de procédure                                                                                                                                                | Cadre législatif spécifique                                             |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience            | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non            |
| <b>Pénale</b>                   | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input checked="" type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Administrative</b>           | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience            | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non            |

Commentaires

## 064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                                 | Taux de déploiement                                                                                                                                                                                                 | Type d'enregistrement                                                                                                                                                            | Cadre législatif spécifique                                                                                                            |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Pénale</b>                   | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input checked="" type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                       |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                        |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Administrative</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input checked="" type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

|                                 | Admissibilité de la preuve électronique                                 | Cadre législatif                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input checked="" type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |
| <b>Pénale</b>                   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input checked="" type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |
| <b>Administrative</b>           | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input checked="" type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |

Commentaires

## 3.6. Performance et évaluation

### 3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

**066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There are appraisal schemes in operation for Magistrates, Deputy District Judges (Magistrates' courts), Deputy District Judges in the civil courts and most judges in the Tribunals Service and these schemes are judicially led. Currently, there are no appraisal schemes for salaried judges in the courts. However, judicial appraisal is undertaken informally in a number of courts.

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

|                                       | Oui / Non            |
|---------------------------------------|----------------------|
| dans les tribunaux                    | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| dans les services du ministère public | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires

### **3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public**

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

[ X ] nombre de nouvelles affaires

[ X ] durée des procédures (délais)

[ X ] nombre d'affaires terminées

[ X ] nombre d'affaires pendantes

[ X ] stocks d'affaires

[ ] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[ X ] satisfaction du personnel des tribunaux

[ X ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[ ] coûts des procédures judiciaires

[ ] nombre de recours

[ ] taux de recours

[ ] clearance rate

[ X ] disposition time

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

- ☒ [ X ] nombre de nouvelles affaires
- ☒ [ X ] durée des procédures (délais)
- ☒ [ X ] nombre d'affaires terminées
- ☒ [ X ] nombre d'affaires pendantes
- ☒ [ X ] stocks d'affaires
- ☐ [ ] productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☒ [ X ] satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☒ [ X ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- ☐ [ ] coûts des procédures judiciaires
- ☒ [ X ] clearance rate
- ☒ [ X ] disposition time
- ☒ [ X ] pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

- ☒ ( X ) Oui
- ☐ ( ) Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

- ☐ ( ) Annuelle
- ☐ ( ) Moins fréquente
- ☒ ( X ) Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Monthly

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

- ☒ ( X ) Oui
- ☐ ( ) Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- ☒ [ X ] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- ☒ [ X ] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- ☒ [ X ] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires We have an Area Performance Review process

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

☐ Annuelle

☐ Moins fréquente

☒ Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Quarterly

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

☐ Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

☐ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

☒ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :**

☐ Conseil Supérieur de la Magistrature

☒ Ministère de la Justice

☒ Organe d'inspection

☐ Cour Suprême

☒ Organe d'audit extérieur

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :**

- ☒ Conseil supérieur des procureurs
- ☐ Ministère de la Justice
- ☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- ☒ Procureur général /Procureur de la République
- ☒ Organe d'audit extérieur
- ☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

#### **070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

- ☒ nombre de nouvelles affaires
- ☒ durée des procédures (délais)
- ☒ nombre d'affaires terminées
- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☒ stocks d'affaires
- ☐ productivité des juges et des personnels des tribunaux
- ☒ satisfaction du personnel des tribunaux
- ☒ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☐ nombre de recours
- ☐ taux de recours
- ☒ clearance rate
- ☒ disposition time
- ☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Not all activities are measured in all Jurisdictions

Crown – Incoming Cases, Decisions, Ineffective, Vacated (postponed), Cracked Trials, Timeliness

Magistrates – Incoming and Completed Cases & Timeliness

#### **070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

- ☒ nombre de nouvelles affaires
- ☒ durée des procédures (délais)
- ☒ nombre d'affaires terminées
- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☒ stocks d'affaires
- ☐ productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☒ satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☒ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

- ☒ [ X ] coûts des procédures judiciaires
- ☐ [ ] clearance rate
- ☒ [ X ] disposition time
- ☒ [ X ] pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d’affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

- ☒ [ X ] en matière civile
- ☒ [ X ] en matière pénale
- ☒ [ X ] en matière administrative

Commentaires

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

|                                       | Oui (Si oui, veuillez préciser)                                                                                                                                                                                                                   | Non |
|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| dans les tribunaux                    | ( X ) Timeliness is measured in Crown, County and Magistrates' Courts and some aspects of Family Courts and Tribunals                                                                                                                             | ( ) |
| dans les services du ministère public | ( X ) We monitor the overall length of time for a case from CPS decision to charge to finalisation in the court. This is only for CPS charged cases so is a minority of cases. This is not broken down between why there were or were not delays. | ( ) |

Commentaires Timeliness is measured in Crown, County and Magistrates' Courts and some aspects of Family Courts and Tribunals. We monitor the overall length of time for a case from CPS decision to charge to finalisation in the court. This is only for CPS charged cases so is a minority of cases. This is not broken down between why there were or were not delays.

**3.6.4.Information sur l’activité des tribunaux / des services du ministère public**

**080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

- ( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Her Majesty's Courts and Tribunals Service , 102 Petty France, London SW1H 9AJ
- ( ) Non

Commentaires

**080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:**

- ( X ) Oui, sur internet  
( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)  
( ) Non

Commentaires

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

- ( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Crown Prosecution Service (CPS)  
( ) Non

Commentaires

**080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?**

- ( X ) Oui, sur internet  
( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)  
( ) Non

Commentaires CPS publishes it's own annual report.

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?**

- ( ) Oui  
( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- [ ] Internet  
[ ] Intranet  
[ ] Diffusion papier

Commentaires

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- ( ) Annuelle  
( ) Moins fréquente  
( ) Plus fréquente

Commentaires

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui**

**présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : Some of the above information is published in the CPS annual report.

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

[ ] Internet

[ ] Intranet

[ X ] Diffusion papier

Commentaires

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

( X ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires

### **3.6.5 Administration des tribunaux**

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : All courts have PTPH's – Plea and trial preparation hearings that are attended by the Prosecutor (CPS) and where the timetable/directions and court dates are agreed and set.

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : All courts have PTPH's – Plea and trial preparation hearings that are attended by the Prosecutor (CPS) and where the timetable/directions and court dates are agreed and set.

### **3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs**

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le**

**nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

[ ] Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

[ ] Pouvoir législatif

[ ] Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

[ ] Président de la juridiction

[ X ] Autre (veuillez préciser) :NAP

Commentaires

**114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires This is referring to judicial appraisal. None apply, in that timescales vary for different schemes.

**114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

( ) Annuelle

( X ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

**083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

[ ] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[ X ] Procureur général /Procureur de la République

[ ] Conseil supérieur des procureurs

[ ] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires These are known as Individual Quality Assessments.

### 120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

( ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( X ) Plus fréquente

Commentaires

## C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : NAP

## 4.Procès équitable

### 4.1.Principes

#### 4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[            ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[            ]

[ X ] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la

## Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

☒ Pour les procédures civiles (non-exécution)

☒ Pour les procédures civiles (durée)

☒ Pour les procédures pénales (durée)

☐ NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): The Government publishes an annual report on European Court of Human Rights judgments that have found violations in UK cases and the actions the Government has taken to address them. The report is examined by the Parliamentary Joint Committee on Human Rights. The Committee can hold oral evidence sessions with Ministers. The Ministry of Justice monitors the individual and general measures being taken by the lead department for each case to ensure that the UK abides by these judgments.

The annual report is published at <https://www.gov.uk/government/collections/human-rights-the-governments-response-to-human-rights-judgments>

### 086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

☒ Oui

☐ Non

☐ NAP

Commentaires Following an adverse judgment, the lead department for the case will determine the individual measures necessary to address the violation.

We found the wording of this question (Q 86-1) and supporting guidance hard to interpret and would be grateful if you could clarify this for the next survey. From the guidance, we understood it to be asking for the procedure we follow in order to address the violation found in a specific case (as opposed to preventing similar violations in future).

### D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : NA

## 4.2.Durée des procédures

### 4.2.1.Informations générales

### 087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

☒ en matière civile

☒ en matière pénale

☒ en matière administrative

☐ Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil: The Civil Procedure Rules (CPR) are rules of the court, which govern practice and procedure in the High Court, county courts and civil division of the Court of Appeal. The rules include provisions for individuals to bring urgent applications before the court if necessary. Examples of urgent applications may include applying for a stay in proceedings, payment of monies out of court and injunctions. Urgent applications should ordinarily be made within court hours. However, the courts

are aware this may not always be possible; provisions are in place for Judges to be contacted out of hours and/or via telephone. To obtain an order under these circumstances there must in all cases be a real and justified urgency which will not wait proper notice, for example seeking an order to freeze assets.

Criminal: Applications can be made to a single justice of the peace out of court hours if necessary for example for police search warrant.  
Admin: the Tribunal Procedure Rules allow for provisions for individuals to bring urgent applications before the court if necessary sooner than the usual waiting period. A Judge may expedite certain cases depending on the their urgency.

## **088. Existe-t-il des procédures simplifiées :**

- ☒ [ X ] en matière civile (petits litiges)
- ☒ [ X ] en matière pénale (infractions mineures)
- ☒ [ X ] en matière administrative
- ☐ [ ] Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil: County Court Business Centre provides for the administration of county court claims for online money claims, and a service for bulk users (eg credit card and utility providers). It also handles challenges to orders of recovery for parking and other traffic violations. It also provides for administrative process for non-contested attachment of earnings orders and charging orders. Admin: The overriding objective of the Tribunal Procedure Rules is “to enable the Tribunal to deal with cases fairly and justly.” This includes avoiding unnecessary formality and seeking flexibility in proceedings, dealing with cases proportionately, avoiding delay, and ensuring that the parties are able to participate fully in the proceedings. The Tribunal may hear an appeal either orally in a court room or determined on the papers only. This latter written procedure is used if both parties agree that the Tribunal may determine the appeal on the papers without holding a full hearing and the Tribunal is satisfied that it can determine the issues without one. The parties within the proceedings are notified by the judge’s decision through a letter, several weeks after the case.

## **088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

- ☒ [ X ] affaires civiles
- ☒ [ X ] affaires pénales
- ☒ [ X ] affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Within the framework of the Civil Procedure Rules & Judicial oversight

## **089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d’audience) ?**

- ☒ ( X ) Oui
- ☐ ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil Cases - Yes. Within the framework of Civil Procedure Rules & Judicial oversight.  
Criminal Cases – Yes. The Criminal Procedure Rules require courts to manage cases by taking action to ensure that cases progress and are ready for trial. The courts have powers to direct the parties where necessary to take various actions. The courts are required to set a trial date and set a timetable for actions to be completed before the trial, to monitor progress and to ensure the parties comply with any directions given by the court. Each party and the court should nominate an individual responsible for progressing the case. In proceedings a Tribunal has the power to give directions or orders to ensure cases are dealt with in a timely and effective manner. For example it may send out a case management order detailing what parties should disclose to each other, who should be responsible for compiling the hearing bundle, when witness statements should be exchanged.

Civil Courts and Administrative Court cases – Yes. The Civil Procedure Rules also give the courts case management powers so as to ensure cases are dealt with in a timely and effective manner. The rules provide that active case management includes: encouraging parties to co-operate with each other; identifying issues at an early stage; deciding promptly which issues need full investigation and trial; deciding the order in which issues are to be resolved; encouraging parties to use alternative dispute resolution e.g. mediation where

## 4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance

### 091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires          | Affaires<br>terminées          | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>1ère instance |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | 2 852 251<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 488 978<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>                                                                                                                                                                                                            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |

|                                               |                              |                              |                              |                              |                     |
|-----------------------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------|
| <b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP          | [ X ] NA<br>[ ] NAP          | [ X ] NA<br>[ ] NAP          | [ X ] NA<br>[ ] NAP          | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Affaires administratives</b>            | 541 252<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 493 347<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 440 077<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 599 456<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Autres affaires</b>                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP          | 262 806<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 214 190<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP          | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires Employment Tribunal receipts have been notably higher than Employment Tribunal disposals since the abolishment of Employment Tribunal fees (Employment Tribunal caseload outstanding makes up over two thirds of Tribunal caseload outstanding, being reminded that Employment tribunals are classed as administrative cases in our data).

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. NA

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. Other incoming cases include: all petitions in matrimonial matters (divorce, annulment and judicial separation), and all cases started for domestic violence remedies, public and private law children act, financial remedies, forced marriage protection, female genital mutilation protection and adoption. Other resolved cases include: all decrees absolute/granted in matrimonial matters (divorce, annulment and judicial separation), and all cases disposed for domestic violence remedies, public and private law children act, financial remedies, forced marriage protection, female genital mutilation protection and adoption. Insolvency claims at the County Court - the 6720 number given is from table 1.2 of the Civil Justice Statistics Quarterly, the figures for 2018: <https://www.gov.uk/government/statistics/civil-justice-statistics-quarterly-april-to-june-2019>. However this is not a count of all insolvencies. A number of insolvency claims no longer go through the Courts and therefore have not been included above. The statistics on such cases can be found at the following web-page: <https://www.gov.uk/government/statistics/insolvency-statistics-october-to-december-2018>

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

|                                                | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires          | Affaires<br>terminées          | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>1ère instance |
|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b> | 335 840<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                             | 1 572 529<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 582 756<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 325 932<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |

|                                |                              |                                |                                |                              |                     |
|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------------------|
| <b>1. Infractions graves</b>   | 38 247<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 103 100<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 109 271<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 32 546<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Infractions mineures</b> | 297 593<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 469 429<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 473 485<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 293 386<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Autres affaires</b>      | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP            | [ ] NA<br>[ X ] NAP            | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. - Severe criminal cases = all cases in crown court (excluding appeals against mags decisions) - Misdemeanour and / or minor criminal cases = all cases in mags courts - Cases pending = cases pending at the end of the previous year. - Income cases and resolved cases = receipts and disposals throughout 2018 (calendar year). - First instance courts = magistrates' courts. - Outstanding: Changes to the administrative systems at the Crown Court that completed in September 2019 have resulted in discontinuities in published series. Estimates of the number of outstanding cases at the Crown Court in England and Wales have been temporarily imputed for Q3 2019. Due to changes in the way in which case closures are recorded following the change in case management system it is not currently possible to produce estimates of outstanding cases which are consistent with previously published data. A provisional estimate of total outstanding cases at the Crown Court has been made available using a different methodology to that previously published. The observed trends in the data are consistent with existing published data and while like-for-like estimates are not available the provisional estimate is felt to be robust.



#### 4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

##### 097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

|                                                                                                                                                                                     | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires    | Affaires<br>terminées      | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>2ème instance |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>                                                                                                                 | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | 853<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 163<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                     |                          |                          |                     |                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP | 415<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 547<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Autres affaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP | 77<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 95<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Totals are from Table 3.9 of the RCJ 2016 tables, for the calendar year 2018. It is not possible to break civil cases down into litigious and non-litigious cases, so a civil breakdown has not been given (but is included in the total figures).

<https://www.gov.uk/government/statistics/civil-justice-statistics-quarterly-january-to-march-2019>

## 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

| Affaires pendantes au 1er janvier année de réf. | Nouvelles affaires | Affaires terminées | Affaires pendantes au 31 décembre année de réf. | Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance |
|-------------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                 |                    |                    |                                                 |                                                                                                                                    |

|                                                |                                                                   |                                                                           |                                                                           |                                                                   |                                                                   |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b> | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | 11 781<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | 10 430<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| <b>1. Infractions graves</b>                   | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP         | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP         | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| <b>2. Infractions mineures</b>                 | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP         | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP         | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| <b>3. Autres affaires</b>                      | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP         | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP         | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Because terminology used does not match that of the CEPEJ, subcategories have been indicated NA, and figures are provided

below. - cases we consider severe (see Q94) : Pending cases on 1 Jan. ref. year: NA

Incoming cases: 3094 (RCJ 2018 table 3.7) counts those cases considered for leave to appeal by a single judge at the Court of Appeal

Resolved cases: 1411 (RCJ 2018 table 3.8) Pending cases on 31 Dec. ref. year: NA

Cases we consider minor / misdemeanours (see Q94): Pending cases on 1 Jan. ref. year: 2360

Incoming cases: 8687

Resolved cases: 9019

Pending cases on 31 Dec. ref. year: 2058

#### 4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

##### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

|                                                                                                                                                                                     | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf.          | Nouvelles<br>affaires                                             | Affaires<br>terminées                                             | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf.          | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant la Cour<br>suprême |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>                                                                                                                 | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP                                                                           |
| <b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b> | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP                                                                           |
| <b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                  | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP                                                                           |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                     |                     |                     |                     |                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Autres affaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. MOJ no longer publishes figures for the Supreme Court. Some information on incoming cases is available in the Supreme Court Annual Report 2018-19: <https://www.supremecourt.uk/docs/annual-report-2018-19.pdf>

## 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

### 099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [ ]

d'affaires classées par cette procédure ? [ ]

Commentaires

## 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

|                                                    | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires | Affaires<br>terminées | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant la Cour<br>suprême |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales<br/>(1+2+3)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                         |
| <b>1. Infractions graves</b>                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                         |
| <b>2. Infractions mineures</b>                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                         |
| <b>3. Autres affaires</b>                          | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                         |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. MOJ no longer publishes figures for the Supreme Court. Some information on incoming cases is available in the Supreme Court Annual Report 2018-19: <https://www.supremecourt.uk/docs/annual-report-2018-19.pdf>

#### 4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

|                                                                                                                                | Affaires pendantes<br>au 1er janvier<br>année de réf. | Affaires nouvelles           | Affaires terminées          | Affaires pendantes<br>au 31 décembre<br>année de réf. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>Divorce contentieux</b>                                                                                                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   | 118 408<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 91 955<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>Licenciement</b>                                                                                                            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   | 23 365<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 16 900<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>Faillite</b>                                                                                                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   | 6 720<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>Vol avec violence</b>                                                                                                       | 1 659<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                            | 4 197<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 4 309<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 1 553<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                            |
| <b>Homicide volontaire</b>                                                                                                     | 353<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 634<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 600<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 391<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              |
| <b>Affaires relatives aux demandeurs<br/>d'asile (statut de réfugié en application<br/>de la Convention de Genève de 1951)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP          | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |

|                                                                           |          |          |          |          |
|---------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b> | [ X ] NA | [ X ] NA | [ X ] NA | [ X ] NA |
|                                                                           | [ ] NAP  | [ ] NAP  | [ ] NAP  | [ ] NAP  |

Commentaires Incoming cases -This is the number of petitions filed for dissolution of marriage or dissolution of civil partnership (this does not include petitions for nullity of marriage or judicial separation). Resolved cases - This is the number of decree absolutes (divorces granted) in dissolution of marriage or dissolution of civil partnership cases (this does not include the resolution of cases for nullity of marriage or judicial separation). It excludes cases where the couple reconcile and decide not to go ahead with the divorce or cases where the divorce was refused.

Employment Dismissal Cases - tribunal cases consist of multiple jurisdictional components, and thus, the final number of cases can not be found. Therefore the number given in these cells relates to the number of 'unfair dismissal' and 'Suffer a detriment/unfair dismissal - pregnancy' jurisdictional complaints, and not based on the number of cases (definitions of these terms are given in the Tribunal publication, which a link has been given for this). Based on 2018 calendar year.. Regarding the increase of incoming employment cases, the employment tribunal (ET) fee refund scheme<sup>3</sup> was introduced as a phased implementation scheme in October 2017 following the abolition of ET fees on 26 July 2017. More information on the scheme is available here <https://www.gov.uk/government/news/opening-stage-of-employment-tribunal-fee-refund-scheme-launched> Insolvency - 6720 is from Civil Justice Statistics Quarterly (Apr-Jun 2019), Table 1.2 (Total insolvency petitions in 2018) <https://www.gov.uk/government/statistics/civil-justice-statistics-quarterly-april-to-june-2019>. However this is not a count of all insolvencies.

A number of insolvency claims no longer go through the Courts and therefore have not been included above. These statistics on such cases can be found at the following two web-pages: <https://www.gov.uk/government/statistics/company-insolvency-statistics-july-to-september-2019> and <https://www.gov.uk/government/statistics/individual-insolvency-statistics-july-to-september-2019>

Cases relating to asylum seekers - immigration and asylum tribunals have a category "Asylum/Protection/Revocation of Protection" which includes asylum appeals, however the data is not broken down into the individual groups <https://www.gov.uk/government/statistics/tribunal-statistics-quarterly-april-to-june-2019>

### **101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

1. Most asylum seekers have the right to appeal to the First-tier Tribunal (Immigration and Asylum Chamber) if their asylum claim is refused by the Home Office, with the appeal heard by an independent Immigration Judge. They are allowed to remain in the UK while they wait for their appeal. If the applicant comes from a country presumed by the Home Office to produce clearly unfounded asylum claims (according to the Home Office's country guidance) then they will usually have to have their appeal heard 'out of country'. Those with an in country right of appeal have 14 days to appeal after the date of the Home Office's decision, while those with just an out of country right of appeal have 28 days. If the claim is allowed on the grounds of the 1951 Geneva Convention, either by the UK Border Agency or at appeal, the applicant gets Refugee Status, which lasts for five years. UK Border Agency can review this grant of status at any time during the five years. If it is still unsafe to return to the country of origin once this time has elapsed, the applicant will be able to apply for Indefinite Leave to Remain (ILR) in the UK. 2. A person who is neither a British citizen nor a Commonwealth citizen with the right of abode nor a person who is entitled to enter or remain in the United Kingdom by virtue of the provisions of the 2006 EEA Regulations requires leave to enter the United Kingdom. Under Sections 3 and 4 of the Immigration Act 1971 an Immigration Officer when admitting to the UK a person subject to immigration control under that Act may give leave to enter for a limited period and, if he does, may impose all or any of the following conditions: (i) a condition restricting employment or occupation in the UK; (ii) a condition requiring the person to maintain and accommodate himself, and any dependents of his, without recourse to public funds; (iii) a condition requiring the person to register with the police; and (iv) a condition restricting his studies in the UK. He may also require him to report to the appropriate Medical Officer of Environmental Health. Under Section 24 of the 1971 Act it is an offence knowingly to remain beyond the time limit or fail to comply with such a condition or requirement. The time limit and any conditions attached will be made known to the person concerned either (i) by written notice given to him or endorsed by the Immigration Officer in his passport or travel document; or (ii) in any other manner permitted by the Immigration (Leave to Enter and Remain) Order 2000.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

|                                                | % des décisions ayant fait l'objet d'un appel | Durée moyenne en 1ère instance (en jours) | Durée moyenne en 2ème instance (en jours) | Durée moyenne en 3ème instance (en jours) | Durée moyenne de la procédure complète (en jours) | % d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Affaires civiles et commerciales contentieuses | [ X ] NA<br>[ ] NAP                           | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                    |
| Divorce contentieux                            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                           | 245<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                 |
| Licenciement                                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP                           | [ ] NA<br>[ X ] NAP                       | [ ] NA<br>[ X ] NAP                       | [ ] NA<br>[ X ] NAP                       | [ ] NA<br>[ X ] NAP                               | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                    |
| Faillite                                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                           | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                    |
| Vol avec violence                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP                           | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                    |
| Homicide volontaire                            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                           | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                    |

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. NA

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Litigious divorce case, average length in 1st instance - median number of days from petition to decree absolute for dissolution of marriage or civil partnership where decree absolutes were made in 2018. Litigious divorce case, % Pending over 3 Years - This is the percentage of dissolution of marriage and dissolution of civil partnership cases, where a decree absolute was made during 2018, where the time between petition and decree absolute was over 1095 (365 x3) days.

#### 4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public

## 105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- ☐ diriger ou superviser l'enquête policière
- ☐ mener des enquêtes
- ☐ quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- ☒ porter une accusation
- ☒ soumettre l'affaire au tribunal
- ☐ proposer une peine au juge
- ☐ faire appel
- ☐ superviser la procédure d'exécution
- ☒ classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- ☒ clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- ☐ autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires Public prosecutors can propose a sentence to a judge only to advise the judge on sentencing powers and where a case may have aggravating features that merit a sentence uplift (such as hate crime)

## 106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- ☐ affaire civiles
- ☐ affaires administratives
- ☐ affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : None of the above

## 107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

|                                                                                | Reçues par le procureur au cours de l'année de référence               | Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence | Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur | Portées devant les tribunaux                                           |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur | 466 775<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 50 342<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                     | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP            | 494 811<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires All data provided is for the period 1st April 2018 to 31st March 2019.

Source: Crown Prosecution Service Case Management Information System

### 107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

|       | Nombre de procédures du plaider coupable                               |
|-------|------------------------------------------------------------------------|
| Total | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                                                         |                                                                        |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Pendant la procédure judiciaire                         | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

## 108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

|                                                                                                      | Nombre d'affaires                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)                       | 50 342<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |
| 1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié | 2 346<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP   |
| 2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit            | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité                                    | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Autre                                                                                             | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

## 109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

## D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Source: Crown Prosecution Service Case Management Information System

## 5.Carrière des juges et procureurs

### 5.1.Recrutement et promotion

#### 5.1.1.Recrutement et promotion des juges

## 110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

☐ ] principalement par concours (concours ouvert)

☒ ] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

☐ ] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

☒ ] autre (veuillez préciser) :Qualifying test.

Commentaires

**111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

☐ ] une instance composée seulement de juges

☐ ] une instance composée seulement de non juges

☒ ] une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Judicial Appointments Commission.

**112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?**

( ☒ ) Oui

( ☐ ) Non

Commentaires

**113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)**

☐ ] Concours / Examen

☒ ] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

☐ ] Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): Judges are not promoted; suitable candidates are recommended to the Lord Chancellor, Lord Chief Justice or Senior President of Tribunals. Criteria or competencies are adapted to each judicial role.

A serving judge's only route to promotion is to apply through a Judicial Appointments Commission (JAC) selection exercise. Eligibility criteria (both statutory and discretionary) vary depending on the post(s) being filled and may include, for more senior salaried roles, a requirement for candidates to have previous judicial experience, although experience of sitting in a fee-paid capacity is normally sufficient to satisfy the criterion. Consequently, salaried judges seeking promotion to a more senior salaried post must normally apply in a competition which is also open to practitioners.

**113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)**

☐ ] Les années d'expérience

☒ ] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

☐ ] La performance (quantitative)

☐ ] Les résultats d'évaluations

☒ ] Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

☐ ] Autre(s)

☐ ] Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »):

## **5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs**

### **115. Le ministère public est-il :**

- ☒ [ X ] statutairement indépendant
- ☐ [ ] sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- ☐ [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

### **115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?**

- ☐ ( ) Oui
- ☒ ( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### **116. Comment sont recrutés les procureurs ?**

- ☐ [ ] principalement par concours (concours ouvert)
- ☐ [ ] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- ☒ [ X ] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- ☐ [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

- ☒ [ X ] une instance composée seulement de procureurs
- ☐ [ ] une instance composée seulement de non procureurs
- ☐ [ ] une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Crown Prosecution Service (CPS) is responsible for its own recruitment procedure within the civil service guidelines to ensure fair and open competition. The Head of CPS, The Director of Public Prosecutions (DPP), is a fixed term appointment made by the superintending government minister, the Attorney General, according to published criteria.

### **118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

- ☒ ( X ) Oui
- ☐ ( ) Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

### **119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)**

- ☒ [ X ] Concours / Examen

☒ Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

☐ Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : There is no automatic through grading (promotion) for Prosecutors. Prosecutors must apply for any vacancies and will be assessed accordingly. The assessment will include an interview and sometimes another formal assessment.

## 119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

☐ Les années d'expérience

☒ Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

☐ La performance (quantitative)

☒ Les résultats d'évaluations

☐ Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

☐ Autre(s)

☐ Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »):

### 5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

## 121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

( X ) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : Under the provisions of the Judicial Pensions and Retirement Act 1993 (JUPRA), most salaried and fee-paid judicial office holders will normally be required to vacate their office on their 70th birthday. Those who were appointed prior to the commencement of JUPRA's retirement provisions (the end of March 1995) retain their original compulsory retirement date. Fee-paid judicial office holders are initially appointed for a set period - usually between 4 and 5 years depending on role and when appointed - renewable automatically, subject to the upper age limit.

( ) Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : In the main, judicial office holders may be removed from office by the Lord Chancellor, with the concurrence of the Lord Chief Justice, on grounds of misbehaviour or inability to perform the duties of the office. Such decisions are taken in accordance with the procedures contained in the Judicial Discipline (Prescribed Procedures) Regulations 2006.

## 121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

☐ Pour des raisons disciplinaires

☒ Pour des raisons organisationnelles

☐ Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

☐ Non

Commentaires A period of notice would be given. 'Terms and conditions' specify that where a salaried judicial office holder is asked by the Lord Chief Justice or the Senior President of Tribunals (depending on the office holder in question) to change his/her sitting arrangements, and because of that change, he/she is obliged to remove his/her family home, he/she may claim a range of allowances.

## 122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

( ) Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

( X ) Non

Commentaires

### 123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

( X ) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : With effect from 1 April 2010, there is no longer a mandatory retirement age within the Civil Service. CPS employees may however choose to retire at any point once they have reached their retirement age (also known as "pension age") under the terms of their pension scheme. The CPS cannot compulsorily retire employees at any age. From a CPS Senior Staffing Unit perspective, the only senior management position which is time-bound is the Director of Public Prosecutions. The DPP is on a five year contract which may be renewed thereafter at the sole discretion of the Attorney General's Office. All other senior management posts are appointed to office for an undetermined period. Furthermore, there is no compulsory retirement age.

( ) Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Yes there are exceptions (e.g. where disciplinary breach).

### 124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

( X ) Oui, durée de la période probatoire (en années) : 0.5

( ) Non

Commentaires

### 125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[ 5 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires Not applicable for salaried. Applies to fee-paid. Fee-paid judicial office holders are initially appointed for a set period - usually between 4 and 5 years depending on role and when appointed - renewable automatically, subject to the upper age limit.

#### 125-1. Est-il renouvelable ?

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires

### 126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

#### 126-1. Est-il renouvelable ?

- ( ) Oui
- ( ) Non
- [ X ] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : NA

5.2.Formation

5.2.1.Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

|                                                                                                                | Obligatoire          | Facultative          | Pas de formation proposée |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|
| Formation initiale (par exemple fréquentation d’une école de la magistrature, stage dans un tribunal)          | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue générale                                                                                    | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives) | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d’un tribunal)                    | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour l’utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux                           | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue à l’éthique                                                                                 | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

|                             | Fréquence de la formation                                                                                                                 |
|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Formation continue générale | <div> [ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée </div> |

|                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives) | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)                    | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux                           | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue à l'éthique                                                                                 | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : All salaried and fee-paid judges will receive training on an annual basis and training is linked to authorisations for different jurisdictions

## 5.2.2. Formation des procureurs



### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

|                                                                                                        | Obligatoire          | Facultative          | Pas de formation proposée |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|
| Formation initiale                                                                                     | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue générale                                                                            | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée) | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)   | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux                   | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue à l'éthique                                                                         | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non      |

Commentaires

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

|                                                                                                        | Fréquence de la formation continue                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Formation continue générale                                                                            | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée) | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)   | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux                   | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue à l'éthique                                                                         | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

### 131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

|                                                  | Formation initiale seulement | Formation continue seulement | Formation initiale et continue      |
|--------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|
| Une institution pour les juges                   | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>     | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Une institution pour les procureurs              | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>            |
| Une institution commune pour juges et procureurs | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>            |

Commentaires

### 131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

|                                | Budget de l'institution pour l'année de référence, en €                   |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| Une institution pour les juges | 14 494 369<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                                                      |                                                                        |
|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Une institution pour les procureurs                  | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Une institution commune pour les juges et procureurs | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires budget converted using BOE december 2018 conversion rate - 0.8969

### 131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. The CPS provides training and development for its prosecutors through a blended learning programme, designed and delivered in the main by CPS subject matter experts. Subject to individuals' specialist requirements, they will complete a number of mandated training courses on joining the CPS and then complete additional training courses when they move into different prosecutor roles. Identification and prioritisation of new corporate legal development needs is undertaken by the CPS' Tools and Skills for the Job Board and this results in additional courses being undertaken by prosecutors.

### 131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

|                                              | Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)     | Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning) |
|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Total                                        | 441<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP     | 60<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                 |
| 1. Seulement pour les juges                  | 441<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP     | 60<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                 |
| 2. Seulement pour les procureurs             | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP            |
| 3. Seulement pour le personnel non-juge      | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP            |
| 4. Seulement pour le personnel non-procureur | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP            |
| 5. Autres formations communes                | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP            |

Commentaires :

### E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Judicial office

## 5.3.Exercice de la profession

### 5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

#### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

|                                                                                                                                                                                      | Salaire annuel brut, en €    | Salaire annuel net, en €    | Salaire annuel brut en monnaie nationale | Salaire annuel net en monnaie nationale |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière                                                                                                                          | 123 018<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | 110 335<br>[ ] NA<br>[ ] NAP             | [ X ] NA<br>[ ] NAP                     |
| Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)                | 247 248<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | 221 757<br>[ ] NA<br>[ ] NAP             | [ X ] NA<br>[ ] NAP                     |
| Procureur au début de sa carrière                                                                                                                                                    | 37 481<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 27 626<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 33 617<br>[ ] NA<br>[ ] NAP              | 24 777<br>[ ] NA<br>[ ] NAP             |
| Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général). | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                     |

Commentaires Converted to Euros using Bank of England exchange rate at 31 Dec 2018 = 0.8969

#### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

|                          | Juges                | Procureurs           |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Imposition réduite       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Retraite spécifique      | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Logement de fonction     | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Autre avantage financier | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires

#### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[ X ] NAP

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

|                                 | Rémunéré             | Non rémunéré         |
|---------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Enseignement</b>             | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Recherche et publication</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Arbitrage</b>                | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Consultant</b>               | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Fonction culturelle</b>      | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Fonction politique</b>       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Médiateur</b>                | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Autre fonction</b>           | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. Rules governing these kinds of ‘outside activity’ are governed by the Lord Chancellor’s terms and conditions for judicial office holders. There are some differences between the terms and conditions for salaried office holders and those for fee-paid office holders in this area – reflecting the detail that fee-paid office holders would be expected to be engaged in, and in receipt of remuneration for, ‘outside activities’ given the part-time nature of their judicial role.

Judges must ensure that while holding judicial office they conduct themselves in a manner consistent with the authority and standing of a judge. They must not, in any capacity, engage in any activity which might undermine, or be reasonably thought to undermine, their judicial independence or impartiality. Judges may not undertake any other remunerated employment, nor receive or retain any fee or emolument in any circumstances save for royalties earned as an author. They may not undertake any task or engage in any activity which in any way limits their ability to discharge their judicial duties to the full. They should so conduct their private affairs as to minimise the possibility of conflict or embarrassment.

Directorships: A judge may continue to hold directorships which relate to organisations whose primary purpose is not profit-related, and whose activities are of an uncontroversial character.

Charitable activities: If a judge is involved in charitable activities, including holding the directorship of a charity, he/she should be on his/her guard against circumstances arising which might be seen to cast doubt on his/her judicial impartiality or conflict with his/her judicial office.

Lectures: There is in principle no objection to members of the judiciary speaking on technical legal matters, which are unlikely to be controversial, at lectures and conferences or seminars organised by the Bar or The Law Society, or by academic or other similar non-profit making organisations. Lectures and seminars which deal with matters of more general public interest may, however, raise wider issues of policy, sometimes not immediately apparent. Judges will therefore wish to be cautious about speaking at these. Depending on circumstances, it could also be inappropriate for a judge to accept an invitation to deliver a public lecture or participate in a conference or seminar run by a commercial undertaking. It is regarded as inappropriate for a judge to receive a fee personally for giving a lecture. However, where a judge gives a lecture for a commercial undertaking there is no objection, if he/she considers that it would be appropriate, to his/her requesting that any fee otherwise payable be paid to a charity of his/her choice.

Writing books/articles: It is a long-established tradition that the writing of books and articles, academic and technical works, and the editing of legal textbooks are not incompatible with holding judicial office and there is no objection to the acceptance of royalties or fees for doing so. Legal and technical books and articles do not normally give rise to difficulties but it may sometimes be advisable for a judge to avoid writing on a subject of wider or more general public interest. However, the editorship of a commercial legal or technical journal is generally considered incompatible with judicial office, since this involves a regular commitment. Furthermore, journals provide

platforms for opinions and, as such, they represent a potential source of avoidable conflict. Editorship of such journals should therefore normally be resigned on appointment; if an exception is sought, reference should be made to the Judicial Office.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

|                          | Rémunéré             | Non rémunéré         |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Enseignement             | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Recherche et publication | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Arbitrage                | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Consultant               | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Fonction culturelle      | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Fonction politique       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Médiateur                | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Autre fonction           | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : - authorisation would be needed in all circumstances

- Prosecutors can combine their work with these functions/activities as a qualified lawyer practising criminal law, but NOT in their capacity as a serving Crown Prosecutor - remuneration would only be allowed during time the individual has formally and specifically agreed will be unpaid by the CPS (unpaid special leave), as an alternative/consecutive rather than an additional/concurrent source of income

### 139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

### 5.3.2 Institution/organe d'éthique

### 138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

( ) Oui

( ) Non

Commentaires The Lord Chief Justice is responsible for guidance to the judiciary on such issues. Guidance is given in the Guide to Judicial Conduct.

### 138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

- ☐ juges uniquement
- ☐ juges et représentants d'autres professions juridiques
- ☐ autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

### 138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

- ☐ Oui
- ☐ Non

☐ NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

☒ NAP

### 138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des médias sociaux par les procureurs, etc.) ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires Yes there are professional bodies e.g. Solicitors Regulation Authority, Bar Council.

Employed barristers and solicitors working for the CPS are also subject internal controls e.g. Civil Service Code of Conduct, CPS Code of Conduct etc. All CPS Codes and guidance material are open to the public or on request.

### 138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

- ☐ procureurs uniquement
- ☒ procureurs et représentants d'autres professions juridiques
- ☐ autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

### 138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

- ☒ Oui
- ☐ Non

☐ NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Solicitors Regulation Authority produce guidance, standards and regulations on ethics that are available on their web-site:

<https://www.sra.org.uk/solicitors/guidance/guidance/>

The Bar Council has its own ethics committee and their web-site has a dedicated Ethics & Practice Hub at:

<https://www.barcouncilethics.co.uk/>

☐ NAP

## 5.4.Procédures disciplinaires

### 5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

#### 140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

- ☐ Justiciables
- ☐ Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- ☐ Cour suprême
- ☐ Conseil supérieur de la magistrature
- ☐ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Parlement
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

☒ Autre (veuillez préciser) : Any individual can bring a complaint against a judicial office holder. The decision to investigate further and therefore initiate disciplinary proceedings rests with the Judicial Complaints Investigation Office which acts on behalf of the Lord Chancellor and Lord Chief Justice. Complaints against tribunal judiciary and magistrates are considered in the first instance by the relevant Tribunal President and Advisory Committee respectively.

- ☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- ☐ Citoyens
- ☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- ☐ Procureur Général/Procureur d'Etat
- ☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- ☐ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☒ Organisme professionnel
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- ☐ Autre (veuillez préciser) : .....
- ☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires There is no specific professional body for prosecutors, however as practising solicitors or barristers our prosecutors are subject to regulation by the Law Society or Bar Standards Council.

#### 142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- ☐ Tribunal
- ☐ Cour suprême
- ☐ Conseil supérieur de la magistrature
- ☐ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Parlement
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

[ X ] Autre (veuillez préciser) :The Lord Chancellor and the Lord Chief Justice for England and Wales have joint responsibility for judicial discipline

Commentaires

### 143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- [ ] Cour Suprême
- [ X ] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- [ ] Procureur Général/Procureur d'Etat
- [ ] Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- [ ] Tribunal ou autorité disciplinaire
- [ ] Médiateur (Ombudsman)
- [ X ] Organisme professionnel
- [ ] Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- [ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

|                                 | Juges                      | Procureurs              |
|---------------------------------|----------------------------|-------------------------|
| Nombre total (1+2+3+4)          | 1 672<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 25<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1. Faute déontologique          | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| 2. Insuffisance professionnelle | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| 3. Délit pénal                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| 4. Autre                        | 1 672<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 18<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : FOR JUDGES:

The Judicial Conduct Investigations Office's recorded complaints by category for 2018/19 are:

Judicial Decision & Case Management 1,173

Inappropriate Behaviour Comments 293

Judicial delay 35

Conflict of Interest 21

Failure to meet sitting requirements 17

Criminal conviction (not including motoring offences or fraud) 4

Financial fraud 2

Motoring offences 4

Misuse of judicial status 4

Civil proceedings 7

Not specified 112

FOR PUBLIC PROSECUTORS:

Breach of Dignity at Work Policy – 4; Breach of Security – 2; Flexible working hours abuse – 1; Inappropriate behaviour/conduct – 2;

Non-attendance at court – 1; Refusal to carry out reasonable management Instruction – 3; Unauthorised absence - 5

## 145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

|                                                        | Juges                   | Procureurs              |
|--------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>Nombre total (total 1 à 10)</b>                     | 55<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>1. Réprimande</b>                                   | 7<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 9<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>2. Suspension</b>                                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | 16<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Retrait d'une affaire</b>                        | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>4. Amende</b>                                       | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>5. Diminution de salaire temporaire</b>             | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>6. Rétrogradation de poste</b>                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>7. Mutation géographique dans un autre tribunal</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>8. Démission</b>                                    | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>9. Autre</b>                                        | 33<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>10. Révocation</b>                                  | 15<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. FOR JUDGES:

The sanctions available to the Lord Chancellor and Lord Chief Justice in cases of judicial misconduct are formal advice; formal warning;

reprimand and removal. 33 'other' in the table above is comprised of: Formal advice = 20 Formal warning = 13.

The significant difference between the number of "disciplinary proceedings" and sanctions issued reflects the fact that: a) disciplinary proceedings has been interpreted to mean complaints; and

b) the majority of the complaints received against judicial office holders are about issues which are outside the scope of the complaints process, e.g. judicial decisions and are, therefore, rejected or dismissed.

It should also be noted that the time taken it can take to conclude complaints that proceed to full investigation means there is not a direct correlation between complaints made and concluded over the same period. A complaint may be initiated in one reporting year and not conclude until the next. FOR PUBLIC PROSECUTORS:

There are two main reasons for the difference between the number of disciplinary proceedings initiated and the number of sanctions. One is that the outcome of the proceedings can be 'No Warning', which is not a sanction and amounted to 10 during this period. The second is that the time taken to determine a disciplinary matter means that there is no direct correlation between those initiated and those concluded over the same period.

### E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : FOR JUDGES: The Judicial Conduct Investigations Office case management system. FOR PUBLIC PROSECUTORS: The CPS's own internal HR database.

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

#### 146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

|                  | Total             | Hommes   | Femmes   |
|------------------|-------------------|----------|----------|
| Nombre d'avocats | 159 796<br>[ ] NA | [ X ] NA | [ X ] NA |

Commentaires There were 2052 lawyers for which gender was unknown, 79485 men and 78259 women.

#### 147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

#### 148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires

**149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :**

|                              | Première instance        | Seconde instance         | Cour suprême             |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Affaires civiles             | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Affaires de licenciement     | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Affaires pénales - Défendeur | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Affaires pénales - Victime   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Affaires administratives     | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

☒ NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : There is no monopoly.

Parties in criminal, civil and administrative cases are typically represented by barristers or solicitors with higher rights of audience.

However, there are other persons and organisations who are able to represent clients as follows: -Persons granted rights of audience by statute, such as local authority officers.

-Persons granted rights of audience at the discretion of the court.

-Any person has rights of audience in small claims cases (cases where the financial amount involved does not exceed £1000) as long as that person is present at the hearing. -Parties to a case may represent themselves as 'litigants in person'.

Legal Executive Advocates who have attained a civil proceedings certificate can represent clients:

-In open court in the County Court in civil proceedings,

-Before Justices or a District Judge in the Magistrates Court in matters originating by complaint or application,

-Before any tribunal under the supervision of the Council on Tribunals where the tribunal rules provide for a non-discretionary right of audience being available to barristers and solicitors,

-Before the Coroners Courts (where they can exercise rights of audience similar to those of solicitors and barristers).

Legal Executive Advocates who have attained a criminal proceedings certificate can represent clients:

-Before Justices or a District Judge in all adult magistrates courts and Youth Courts in matters within the jurisdiction of those courts, -In the Crown Court of High Court before a judge in chambers to conduct bail applications,

-In the Crown Court on appeal from the Magistrates Court, the Youth Court on on committal of an adult for a sentence to be dealt with if any solicitor who employs the Legal Executive or any other solicitor or Fellow in the same employment as the Legal Executive appeared on behalf of the defendant in the Magistrates or Youth Court, -Before Coroners' Courts. Legal Executive Advocates who have attained a family proceedings certificate can appear before Justices or District Judge in the Family Proceedings Courts and before the Coroners Courts.

All patent attorneys have rights of audience and the right to conduct litigation in the Patent County Courts and on appeal from the Patent Office in the Patents Court, which is part of the High Court. Patent attorney litigators have the right to conduct litigation in the High Court, the Patents Court and in the Court of Appeal on appeal from the Patents County Court or the High Court in any matter relating to patents, designs, trade marks or technical information.

Members of the Institute of Trade Mark Attorneys with litigators' rights can conduct litigation in the Chancery Division of the High Court and the County Court (including the Patents County Court) relating to trade mark, design and passing off cases.

**149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :**

|                                | Première instance    | Seconde instance     | Cour suprême         |
|--------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Organisme de la société civile | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

|                                     |                      |                      |                      |
|-------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Membre de la famille</b>         | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Personne concernée elle-même</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Syndicat</b>                     | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Autres</b>                       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Note, rights of audience are granted at the discretion of the judge, and rules laid out in the Legal Services Act 2007 governing exemptions, so technically, all of these entities may qualify for rights of audience. As a general rule, only litigants in person appear to have automatic rights of audience.

### 149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [ X ] Activité notariale
- [ X ] Arbitrage/médiation
- [ X ] Mandataire
- [ X ] Syndic de copropriété
- [ X ] Agent immobilier
- [ ] Autres (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- [ X ] Avocat indépendant
- [ ] Avocat salarié
- [ X ] Avocat d'entreprise

Commentaires All practising barristers must hold a practising certificate issued by the Bar Standards Board, the professional regulatory body for barristers. Barristers are required to renew their practising certificate yearly. During the renewal process barristers need to verify their practising status and entitlement to exercise reserved legal activities;

confirm whether they have completed the requisite amount of continuing professional development (CPD) activity; declare they have obtained and paid for adequate indemnity insurance and pay a practising certificate fee. Those in their second six months of pupillage (a 12 month professional training period undertaken prior to attaining full practising status) are entitled to supply legal services and exercise Rights of Audience, provided that they have the permission from their Pupil Supervisor or Head of Chambers, and have been issued with a Provisional Practising Certificate. Barristers seeking to conduct litigation will need to be approved by the BSB for individual authorisation to conduct litigation.

Rules barristers are required to comply with are laid out in the Bar Standards Board Handbook. Details of changes to the rules governing barristers are formulated by the Bar Standards Board, but any changes to approved regulators regulatory arrangements must be approved by the Legal Services Board before coming into effect (unless LSB directs that is an exempt alteration).

### 150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- [ X ] un barreau national
- [ X ] un barreau régional
- [ ] un barreau local

**151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

**152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

**153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Public Access barristers (barristers who are allowed to accept instructions directly from the public rather than via a solicitor intermediary) must have completed Public Access training. Barristers seeking to conduct litigation will need to be approved by the Bar Standards Board for individual authorisation to conduct litigation.

Solicitor-Advocates - solicitors wishing to obtain higher rights of audience must hold a practising certificate and be accredited under the Higher Rights of Audience Regulations. These regulations require independent assessment of advocacy skills before the SRA can award a civil and/or criminal qualification.

**F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :**

Sources : For Barristers: <https://www.barstandardsboard.org.uk/media-centre/research-and-statistics/statistics/practising-barrister-statistics/> Solicitors: [http://www.sra.org.uk/sra/how-we-work/reports/data/population\\_solicitors.page](http://www.sra.org.uk/sra/how-we-work/reports/data/population_solicitors.page)

**6.1.2.Exercice de la profession**



**154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires Barristers must provide a written summary of their fee charging structure on accepting instructions from their client. This can be a fixed fee, hourly rate, or other fee arrangement. The BSB have brought new transparency rules into force as of 1 July 2019, with an implementation period until January 2020. This follows the Competition and Markets Authority's (CMA's) recommendation in December 2016 that the legal regulators deliver a step change in transparency standards to help consumers understand the price and service they will receive, what redress is available and the regulatory status of their provider.

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires Lawyers operating in the private sector are free to set their own fees. Some publicly funded lawyers, such as legal aid lawyers, have standard fees that are regulated by the Government. Fixed recoverable fees also operate in personal injury cases where the claim value is up to a maximum value of £25,000.

### **156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

[ X ] Oui, la loi contient des règles

[ X ] Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

[ ] Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires Lawyers operating in the private sector are free to set their own fees. Some publicly funded lawyers, such as legal aid lawyers, have standard fees that are regulated by the Government. Fixed recoverable fees also operate in personal injury cases where the claim value is up to a maximum value of £25,000.

## **6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires**



### **157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? Each regulator is responsible for defining the quality standards for its regulated community.

Quality criteria for barristers are included in the Bar Standards Board Handbook, which includes all regulations and guidance for barristers.

### **158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

[ X ] le Barreau

[ ] le législateur

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires There is a Legal Ombudsman however it does not set quality standards but is a service provider that has a set of rules on how to handle complaints.

### **159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

[ X ] la prestation de l'avocat

[ X ] le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : The Legal Ombudsman (LeO) is an independent and impartial scheme set up to help resolve disputes about the service provided by legal service providers or entities (firms, businesses or practices). It is free to members of the public. If a client has an issue with a legal service provided, the Legal Ombudsman advises first filing a complaint to the provider of the legal service, and then filing a complaint to them if the complaint is not resolved. In circumstances laid out by each regulator, complaints can be made to and investigated by the regulator itself. For example: for barristers, individuals or organisations can complain about the professional conduct of a barrister who has not acted for them via the Bar Standards Board, which deals with matters of professional misconduct. And for solicitors, reports from third parties about breaches of the Code of Conduct and other regulatory requirements are filed with the Solicitors Regulation Authority. Clients of solicitors can also apply to Court for detailed assessment of their bill.

### **160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

☐ Le juge

☐ Le ministère de la Justice

☒ Une instance professionnelle

☒ Autre (veuillez préciser) : Under the provisions of the Legal Services Act 2007 (and other relevant legislation, for example, Solicitors Act 1974), approved regulators are responsible for disciplinary procedures concerning the individuals and organisations they regulate.

Commentaires

### 161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

|                                                                    | Nombre de procédures disciplinaires                                    |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4) | 166<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP     |
| 1. Faute déontologique                                             | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 2. Insuffisance professionnelle                                    | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Délit pénal                                                     | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Autre                                                           | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Breakdown for 1-4 not available for solicitors. For barristers figures are:

Breach of professional ethics = 27

Professional inadequacy = 4

Criminal offence = 9

Other = 9 (included disciplinary finding by another body, failing to co-operate with the Legal Ombudsman, Failure to comply with the practising requirements)

### 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

|                                               | Nombre de sanctions                                                |
|-----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5) | 245<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Réprimande                                 | 19<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |
| 2. Suspension                                 | 26<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |

|                                 |                          |
|---------------------------------|--------------------------|
| <b>3. Retrait d'une affaire</b> | 82<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>4. Amende</b>                | 102<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>5. Autre</b>                 | 16<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Sanctions where the outcome is proved/upheld.

For barristers Other includes - 'Disbarred = 3', 'Prohibited from accepting public access instructions = 2', 'Prohibited from applying for a Practising Certificate = 1'

For solicitors Other includes section 43 orders, Section 47 (2) (g) and where a solicitor agrees to remove themselves from the roll and pay our costs.

Multiple sanctions can be imposed in relation to one case. In most cases, disciplinary proceedings will not be concluded in the same year as they were initiated.

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

### 7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

**163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?**

[ X ] Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

[ X ] Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

[ ] Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : In private family law, there is a requirement for a prospective applicant to attend a Mediation Information and Assessment Meeting (MIAM) before going to court, to assess whether any form of non-court dispute resolution is appropriate and suitable in that case. While there is an expectation on the Respondent to attend, there is no requirement for them to do so. There are various exemptions from the requirement to attend a MIAM, such as domestic abuse or child protection concerns. This is not judicial mediation - MIAMs are conducted by family mediators, however, the court has the power to refer parties to a MIAM if the pre-court MIAM requirement has not been met and there is no valid exemption, or where the judge feels the case may be suitable for mediation. Please see further notes under G1. In civil cases, it is judicial discretion rather than mandatory.

**163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : In private family law, there is a requirement for a prospective applicant to attend a Mediation Information and Assessment Meeting (MIAM) before going to court, to assess whether any form of non-court dispute resolution is appropriate and suitable in that case. While there is an expectation on the Respondent to attend, there is no requirement for them to do so. There are various exemptions from the requirement to attend a MIAM, such as domestic abuse or child protection concerns. This is not judicial mediation - MIAMs are conducted by family mediators, however, the court has the power to refer parties to a MIAM if the pre-court MIAM requirement has not been met and there is no valid exemption, or where the judge feels the case may be suitable for mediation. Please see further notes under G1. In civil cases, it is judicial discretion rather than mandatory. There is no mandatory mediation in administrative cases.

**164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?**

|                                                                 | Médiateur privé                 | Autorité publique<br>(autre que le juge) | Juge                            | Procureur                       |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Affaires civiles et commerciales                                | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP          | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Affaires familiales                                             | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP          | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Affaires administratives                                        | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP          | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP          | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Affaires pénales                                                | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP          | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Affaires liées aux consommateurs                                | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP          | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaires

**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Family: Parties can receive legal aid for MIAM and mediation - this is not judicial mediation, however the court can refer the parties to a MIAM. Please see further notes under G1. In civil, the Small Claims Mediation Service is provided free for claims up to £10,000. Within the Employment Tribunal mediation is offered for free.

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

|                      | Total               | Hommes              | Femmes              |
|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Nombre de médiateurs | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires

## 167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

|                                                                           | Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation | Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées | Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>1. Affaires civiles et commerciales</b>                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>2. Affaires familiales</b>                                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                        | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>5. Affaires pénales</b>                                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                   |

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Civil Mediation: In civil, while there is no accreditation for individual mediators, organisations that provide civil and commercial mediation are encouraged to become accredited with the Civil Mediation Council (CMC). The CMC is an association of academics, professionals and providers in the field of civil mediation that has set an accreditation standard that includes:

- Adequate mediator training - mediators must have successfully completed an assessed training course that includes training in ethics, mediation theory, mediation practice, negotiation, and role play exercises.
- Code of Conduct - an appropriate written Code of Conduct for its members to follow that must be no less rigorous than EU Model Code of Conduct for Mediators published in 2004.
- Supervision and monitoring - adequate and appropriate supervision, mentoring, monitoring and pupillage for its mediators, including a programme of continuing professional development (CPD), a complaints scheme, and the opportunity for peer review.
- Adequate insurance
- Efficient administration

The Ministry of Justice requires all civil mediation provider organisations that want to be involved in court-referred mediation, to first become accredited with the CMC. Those organisations are then added to the list of providers of the National Mediation Helpline ([www.nationalmediationhelpline.com](http://www.nationalmediationhelpline.com)), and are able to undertake mediations referred by the courts, or direct from members of the public. Currently, there are about 50 mediation organisations accredited by the CMC, of which 40 are part of the National Mediation Helpline. Not applicable in administrative cases. Source: Family Mediation Branch, Ministry of Justice, Whitehall, London, UK.

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

[ X ] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[ X ] l'arbitrage

[ X ] la conciliation (si différente de la médiation)

[ X ] d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :Family: In connection to family disputes, we are aware of (but not involved in the promotion of) 'collaborative law', which is a practice involving the parties, their legal advisors, any experts that may be necessary (for instance, a child psychologist, a financial advisor, a pension advisor, and so on) in round-table negotiations. Should negotiations fail, their respective legal advisors are barred from participating in court litigation. This is considered by the proponents of collaborative law as incentivising all participants (including their legal advisors) to reach agreement. There is also a more traditional route known as 'lawyer negotiation', where parties can hire lawyers to negotiate on their behalf, to attempt to reach an agreement, ideally without going to court.

Commentaires

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : NA

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement



169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

|                             | Total           | Hommes   | Femmes   |
|-----------------------------|-----------------|----------|----------|
| Nombre d'agents d'exécution | 2 876<br>[ ] NA | [ X ] NA | [ X ] NA |

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

[ ] des juges

[ X ] des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

[ X ] des huissiers de justice attachés à une institution publique

[ ] autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

### 171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: 1) Only County Court Bailiffs can enforce county court judgments regarding debts regulated by the Consumer Credit Act 1974 (CCA) or below the value of £600. Creditors who are seeking to enforce county court judgments above that value and not regulated by the CCA, can choose to transfer the judgment to the High Court for enforcement by a High Court Enforcement Officer (HCEO). Only HCEOs can enforce High Court writs. Only civil enforcement agents can enforce certain warrants of control (e.g. for council tax debt and fixed penalty notices). HCEOs and civil enforcement agents are authorised to enforce writs and warrants throughout England and Wales, therefore, creditors are able to choose which accredited agent to use.

### 171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

|                                                                                           | Option                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Saisie des biens meubles corporels                                                        | ( X ) Oui avec monopole<br>( ) Oui sans monopole<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisie des immeubles                                                                      | ( X ) Oui avec monopole<br>( ) Oui sans monopole<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent | ( X ) Oui avec monopole<br>( ) Oui sans monopole<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisies des rémunérations                                                                 | ( ) Oui avec monopole<br>( ) Oui sans monopole<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisies des véhicules terrestres à moteur                                                 | ( X ) Oui avec monopole<br>( ) Oui sans monopole<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Mesures d'expulsion                                                                       | ( ) Oui avec monopole<br>( ) Oui sans monopole<br>( ) Non<br>[ X ] NAP |
| Vente forcée par adjudication publique des biens saisis                                   | ( X ) Oui avec monopole<br>( ) Oui sans monopole<br>( ) Non<br>[ ] NAP |

|               |                                            |
|---------------|--------------------------------------------|
| <b>Autres</b> | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole |
|               | <input type="checkbox"/> Oui sans monopole |
|               | <input checked="" type="checkbox"/> Non    |
|               | <input type="checkbox"/> NAP               |

Commentaires

### 171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- ☒ Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- ☐ Recouvrement de créances
- ☐ Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- ☐ Séquestres
- ☐ Constats
- ☒ Service des audiences près les juridictions
- ☐ Conseils juridiques
- ☐ Procédures de faillites
- ☐ Missions confiées par le juge
- ☐ Représentation des parties devant les juridictions
- ☐ Rédaction des actes sous-seings privés
- ☐ Administrateur d'immeubles
- ☐ Autres

Commentaires

### 172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires Civil enforcement agents and HCEOs must complete mandatory training in order to become an enforcement agent.

### 172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires

### 173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

- ☒ une instance nationale
- ☐ une instance régionale
- ☐ une instance locale

Commentaires There are trade associations that represent civil enforcement agents and HCEOs.

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :**

Source : Her Majesty's Courts & Tribunal Service

**8.1.2.Efficacité des services d'exécution**



**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

[ X ] une instance professionnelle

[ X ] le juge

[ X ] le ministère de la Justice

[ ] le procureur

[ X ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires County Court Judges are responsible for the certification of enforcement agents and for dealing with complaints lodged with the court. County Court Bailiffs are directly employed by and accountable to HM Courts and Tribunals Service. High Court Enforcement Officers are authorised by the Lord Chancellor and are required to be members of the High Court Enforcement Officers Association.

### **179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? Bailiffs and enforcement agents National Standards April 2014. Certification of Enforcement Agents Regulations 2014. Civil Procedure Rules Parts 83 and 84 Writs and Warrants and Enforcement by Taking Control of Goods.

### **180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?**

☒ [ X ] un organisme professionnel

☐ [ ] le juge

☒ [ X ] le ministère de la Justice

☐ [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There are a range of enforcement mechanisms within the civil and criminal courts which can be applied to public authorities as to any debtor or offender. Civil Enforcement mechanisms include: A "warrant of control" gives court bailiffs the authority to take goods owned by a debtor from their home or business. An "attachment of earnings order" is sent to a debtor's employer and gives the authority for an amount to be deducted from the debtor's earnings and sent to a court collection office then paid to the creditor. A "third party debt order" freezes a debtor's assets and is usually made to stop the debtor taking money out of their bank account, building society, stocks and shares etc. Such an order may also be sent to anyone who owes the debtor money.

A "charging order" prevents the debtor from selling their assets such as property or land, without paying what is owed to the creditor. In the event that creditors are uncertain about the most effective means by which the judgment can be enforced they can apply to the court for an Order to Obtain Information. This is not a form of enforcement as such; it is a way of obtaining information from the debtor. These oral examinations have proven to be effective in establishing details of assets which may be enforced against.

The court will order the debtor to come to court to be formally questioned by an officer of the court, on oath, about his or her finances (providing evidence as necessary), which will help the creditor decide whether it is worthwhile taking an enforcement step, and if so, which of the methods available is most likely to recover money owed. Failure to comply with an order to obtain information by a debtor may lead to the matter being referred to a Judge, who could impose a period of imprisonment for contempt of court.

### **182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : County Court Bailiffs are monitored by bailiff managers and have to comply with the Civil Bailiff Manual. All other enforcement officers must comply with the National Standards and the relevant regulations. Complaints can be made to the court who issued the certificate.

### **183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

☒ [ X ] absence de toute exécution

- ☐ non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- ☐ manque d'information
- ☐ durée excessive
- ☒ pratiques illégales
- ☒ supervision insuffisante
- ☐ coût excessif
- ☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?**

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : No, however we're currently reviewing regulations which govern bailiff behaviour.

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

|                                          | Existence du système                                                    |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>pour les affaires civiles</b>         | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>pour les affaires administratives</b> | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- ☐ entre 1 et 5 jours
- ☐ entre 6 et 10 jours
- ☐ entre 11 et 30 jours

☒ plus (veuillez préciser) : Warrants have a time limit of 12 months, but can be extended by application to the court. There is no time limit to inform debtor that a warrant has been sought from the court, or to instruct an EA to execute a warrant.

☐ NA

Commentaires

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

|                                              |
|----------------------------------------------|
| Nombre de procédures disciplinaires initiées |
|----------------------------------------------|

|                                                                    |                                                                   |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4) | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 1. Pour faute déontologique                                        | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 2. Pour insuffisance professionnelle                               | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 3. Pour délit pénal                                                | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 4. Autre                                                           | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## 188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

|                                       | Nombre de sanctions prononcées                                    |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5) | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 1. Réprimande                         | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 2. Suspension                         | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 3. Retrait d'une affaire              | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 4. Amende                             | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| 5. Autre                              | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

## H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : NA

## 8.2.Exécution des décisions pénales

### 8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales



189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- [ X ] Juge
- [ ] Procureur
- [ ] Services pénitentiaire et de probation
- [ ] Autre autorité (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). A county court Judge certifies all certificated enforcement agents, of which many deal with criminal matters. Magistrates' courts (Judiciary, Magistrates, Legal Advisors and Fines Officers) are in charge of the enforcement of judgments and orders originating from the Crown Courts and magistrates' courts.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- ( ) 80-100%
- ( X ) 50-79%
- ( ) Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question : This data is obtained from the Financial impositions collection report which extracts the data from the Libra case management system. The report measures how much of the value imposed in a certain period is collected within the month of imposition and subsequent months up to 18 months after imposition. The data is available on the Her Majesty's Courts and Tribunals Service internal performance database – One Performance Truth (OPT). The recovery rate quoted is based on average collection of all court ordered financial impositions (excluding confiscation orders) by 12 months after imposition.

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires



192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

|                                                         | Total                    | Hommes                   | Femmes                   |
|---------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| TOTAL (1+2+3+4)                                         | 751<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 525<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 226<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique) | 751<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 525<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 226<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

|                                            |                        |                        |                        |
|--------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>2. Professionnels nommés par l'Etat</b> | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Fonctionnaires</b>                   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Autre</b>                            | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

### 192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- [ ] diplôme
- [ ] expérience professionnelle/formation professionnelle
- [ X ] examen
- [ ] procédure de nomination par l'Etat
- [ ] autre (veuillez préciser): .....

Commentaires

### 192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- [ X ] oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :None
- [ ] non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : Dismissal as a disciplinary sanction.

Failure to renew annual practicing certificate.

### 194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- [ X ] dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- [ X ] authentification
- [ X ] certification des signatures
- [ X ] contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- [ ] médiation
- [ X ] prestation de serments
- [ X ] autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :Reserved instrument activities, probate activities.

Commentaires

### 194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- [ ] dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- [ X ] authentification
- [ X ] certification des signatures
- [ ] contrôle de légalité des documents soumis par les parties

☐ médiation

☐ prestation de serments

☐ autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: Authentication of deeds/certificates requiring notarisation are the sole realm of Notaries. There is competition in the administration of oaths as most of the other legal regulators regulate this service.

### **194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?**

☒ Transaction immobilière

☒ Droit de la famille

☒ Droit des successions

☒ Droit des sociétés

☐ Contrôle de la régularité des jeux de hasard

☒ Autres

Commentaires

### **194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?**

☐ Dans l'élaboration d'instruments authentiques

☐ Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)

☐ Pour d'autres activités (veuillez préciser) : .....

Commentaires None of the above.

### **195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

### **196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?**

☐ une instance professionnelle

☐ le tribunal

☐ le ministère de la Justice

☐ le procureur

☒ autre (veuillez préciser) :The Master of the Faculties, through the Faculty Office

Commentaires

### **196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires Practitioners must complete 6 hrs CPD per year in order to renew their annual practicing certificate. Notaries in England and Wales also do probate work and real estate transaction.

## 11. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : The Faculty Office which regulates notaries.

## 10. Interprètes judiciaires

### 10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

#### 10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

#### 197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

#### 198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

#### 199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[ 3 817 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires The ministry works closely with its suppliers of language services to identify any gaps in their fulfilment, and to increase both the capacity and capability of their available interpreters, who are required to be listed on the ministry's register. Growing the number of available interpreters, both in terms of the languages they offer and locations they provide their services to, further ensures the broad range of booking requirements can be supported, and the needs of the justice system are met.

#### 200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : The Ministry has clear set of requirements built into its Language Service contracts around qualification, right to work and security clearance, interpreters must meet these requirements before they are able to undertake work in the justice system. Details of these can be found at the follow link: <https://www.contractsfinder.service.gov.uk/Notice/975cb99e-fec6-430f-8f31-fd532a907137>.

The Language Shop have been appointed as part of our contractual framework for interpreting. The Language Shop has a responsibility to assure the correct levels of qualifications, skills, security clearance and experience are held by each linguist through their ongoing assessment programme and in response to complaints or specific concerns during the contract period.

## 201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

☐ Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

☐ Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

☒ Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélectionThe Ministry of Justice sets out the requirements for the provision of interpreters; a private company 'recruits' and 'deploys' interpreters for specific jobs

Commentaires

## J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : The Ministry of Justice's Independent Quality Assurance Provider for the MoJ's Language Services contracts, The Language Shop

## 11.Experts judiciaires

### 11.1.Profession d'expert judiciaire

#### 11.1.1.Statuts des experts judiciaires

## 202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

☒ experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

☒ experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

☒ «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

## 202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

☐ Le Ministère de la Justice

☐ Les tribunaux

☐ Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

☐ Autre

Commentaires NAP

### 202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

( ) Oui, pour combien de temps .....

( X ) Non

Commentaires NAP

### 203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

### 203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

|                    | Obligation de formation |
|--------------------|-------------------------|
| Formation initiale | ( ) Oui<br>( X ) Non    |
| Formation continue | ( ) Oui<br>( X ) Non    |

Commentaires

### 203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

[ ] la procédure judiciaire

[ ] le métier de l'expert

[ ] autre

Commentaires NAP

### 204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

### 205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

|                  | Total               | Hommes              | Femmes              |
|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Nombre d'experts | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

## 205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- For expert witnesses funded by legal aid, regulations cover remuneration rates. For all other cases rates are agreed between parties and the experts.

## 206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : Judges will case manage the conduct of proceedings, including the contribution of the expert witness in written and oral evidence.

## 206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

|                                                        | Nombre d'affaires   |
|--------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>Total (1+2+3+4)</b>                                 | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Affaires civiles et commerciales litigieuses</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Affaires administratives</b>                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Affaires pénales</b>                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Autre affaires</b>                               | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires

## 207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

[ ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[ ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[ X ] Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection .....

Commentaires Parties normally select experts and will have regard to their qualifications, expertise, experience and suitability. The court has to approve the use of an expert and in some cases may appoint a single joint expert for proceedings.

## 207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

## K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : NA

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux NA

2. Budget NA

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) To consolidate our status as a global leader, we are investing over a billion pounds to transform our courts and tribunals and bring them into the 21st century. By introducing straightforward digital services, modern technology and modern ways of working we will increase access to justice for everyone – and save over £250 million per year once modernisation is complete. The improvements that reform will bring will be measured in how swiftly a child can be moved to a place of safety, how smoothly a couple can move through divorce proceedings, how quickly a person in detention can be given a decision on their immigration appeal. We are making good progress and now have live online services across all our jurisdictions including divorce, probate, civil money claims, immigration & asylum, family public law, as well as online pleas for low-level traffic offences, saving citizens valuable time and money.

The principles behind reform are tried and tested. They ultimately boil down to building a reformed system that is proportionate, accessible and – above all – just. But the changes this entails to the way the system operates are fundamental. For the people who use and rely on it, the services it provides will be simpler and easier to use with many straightforward online services. For those who operate it – be they judges or staff – there will be much greater virtual, flexible working and much less paper-based administration. There will be fewer buildings and much better support for judges in the form of case officers. The overall operation will be put on a sustainable financial footing that provides an excellent value service to tax- and fee-payers.

In practical terms, this means giving effect to three ideas:

1. Getting cases out of court that do not need to be there – for example, an uncontested divorce, or a fare evasion offence.
2. Using greater virtual working, and only applying the full force of judge and physical courtroom to very difficult or sensitive issues – not to preliminary hearings to agree process, or minor crimes.
3. Stripping away paper, unnecessary hearings, forms, duplication and mistakes.

These three areas of change have profound implications for the courts and tribunals, the people who use them and those who work in them.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire In February 2019, the Government published a post-implementation review of the Legal Aid, Sentencing and Punishment of Offenders act (LASPO), which governs the rules for legal aid. Alongside the review, and building on what we heard from the evidence submitted to it, we published the Legal Support Action Plan. The Action Plan sets out our vision for delivering a broader range of support to help people resolve their legal problems. The Action Plan included a range of changes for legal aid and a number of initiatives to test the benefits of a range of complimentary legal support services in helping people resolve their problems earlier and, where appropriate, before they escalate to needing to appear in court.

Measures included reviewing the eligibility requirements for legal aid and making placement orders and adoptions orders non-means tested. We are also developing a pilot to develop evidence on the effectiveness of early legal advice in an area of social welfare law. In July 2019, we laid legislation to bring unaccompanied migrant children into scope of legal aid. From the wider legal support perspective, we are focusing on testing how to better coordinate and signpost people to the right legal support for them, piloting the co-location of different support services together in one place, and providing further funding to enhance the support on offer to litigants in person. We are also investing £5m into a Legal Support Innovation Fund, to explore the role technology can play in helping people identify and resolve their legal issues, and undertaking an awareness campaign to promote legal aid and legal support across England and Wales.

4. Conseil supérieur de la magistrature There are no current plans to reform the governance functions of the judiciary in England and Wales.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. NA

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération NA

7. Exécution des décisions de justice NA

## 8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges NA

## 9. Lutte contre la criminalité NA

### 9.1 Système pénitentiaire NA

9.2 La justice adaptée aux enfants Family justice: We intend to pilot integrated domestic abuse courts that address criminal and family matters in parallel. This innovative approach will focus on achieving the right outcomes and a less traumatic experience for victims, including children, and ensuring that their voices are heard.

#### Youth Justice

##### Criminal records

- In 2013, the Coalition government changed the law so that minor offences no longer need to be disclosed. Following the Legal Aid, Sentencing and Punishment of Offenders Act 2012 (known as LASPO), it also takes significantly less time for offences committed by children to become ‘spent’, as opposed to those committed by adults, after which time they no longer need to be disclosed for most purposes.
- These distinctions recognise that children who offend are often highly vulnerable and may not be as mature as adults who offend – these distinctions are in place to allow children to move on.
- In July 2019 the former Secretary of State announced his intention to legislate to reform the disclosure of criminal records under the Rehabilitation of Offenders Act, including that some sentences of over four years will no longer have to be disclosed to employers after a specified period of time. We are reviewing the options available to progress this work.

##### Secure schools

The government is committed to trialling Secure Schools – a new, innovative approach to youth secure provision. Set up under education legislation (registered as both Secure Children’s Homes and 16-19 Academies) and intended to be run by not-for-profit external providers, they aim to deliver an integrated vision of health, care and education in one place. We expect Secure Schools to follow the existing best-practice principles of youth secure provision, as follows: •Provision must be needs-led and focused on addressing the underlying causes of behaviour through an emphasis on personal development including psycho-social skills, mental and physical health, and education; •Provision must be child-focused, based on strong relationships, with strong visible leaders who have freedom and autonomy and a specialist workforce who have been specifically recruited and trained to work with children with highly complex needs;

- The environment must have a therapeutic and homely feel and visible security features, such as bars and fences, should be kept to an absolute minimum; and,
- Sites should be located as close as possible to the communities that they serve to help facilitate continuity of care at the point of resettlement and the maintenance of family ties.

We are currently in the process of setting up the first Secure School in Medway in the south-east of England and in July 2019 announced that Oasis Charitable Trust, which runs 52 Academies with 30,000 students across England, had been selected to operate it. We are currently working alongside them to open the school as quickly as possible.

9.3 La violence entre partenaires In February 2017, the then Prime Minister announced a new programme of work leading towards a draft Domestic Abuse Bill to transform how we think about and tackle domestic abuse A number of measures were outlined in proposals to bring forward a draft Bill to:

- Enshrine a definition of domestic abuse in law;
- Introduce a new protective notice and order which combines the strongest elements of the existing regime;
- Create a Domestic Abuse Commissioner in law to provide public leadership on domestic abuse issues and play a key role in overseeing and monitoring provision of domestic abuse services in England and Wales;
- Demonstrate our commitment to ratifying the Istanbul Convention by extending extraterritorial jurisdiction over Violence against Women and Girls related offences in England and Wales.

We held a consultation in 2018 that sought views on how we can deliver on these commitments as well as gathering views about a range of non-legislative measures that could be delivered alongside the legislative work. We published a draft Domestic Abuse Bill in January 2019 which underwent rigorous pre-legislative scrutiny by a joint committee before the Bill was formally introduced in July 2019. The Bill was given an unopposed Second Reading in October 2019, but unavoidably fell with the dissolution of Parliament ahead of the 2019 general election. The Government’s commitment to this vital Bill was reaffirmed when the legislative programme was set out in the Queen’s speech at the end of 2019. The Domestic Abuse Bill is amongst those we will bring forward in the first session and we intend to do that as soon as practicable.

We recognise that our response to domestic abuse cannot be addressed through legislation alone and therefore, in January 2019, we published a package of 123 cross-government non-legislative actions to sit alongside the Domestic Abuse Bill. We have also committed £100 million of funding to combat Violence Against Women and Girls up until 2020, including £20 million to support organisations working to combat domestic abuse and to support victims.

10. Nouvelles technologies de l’information et de la communication NA

11. Autres NA